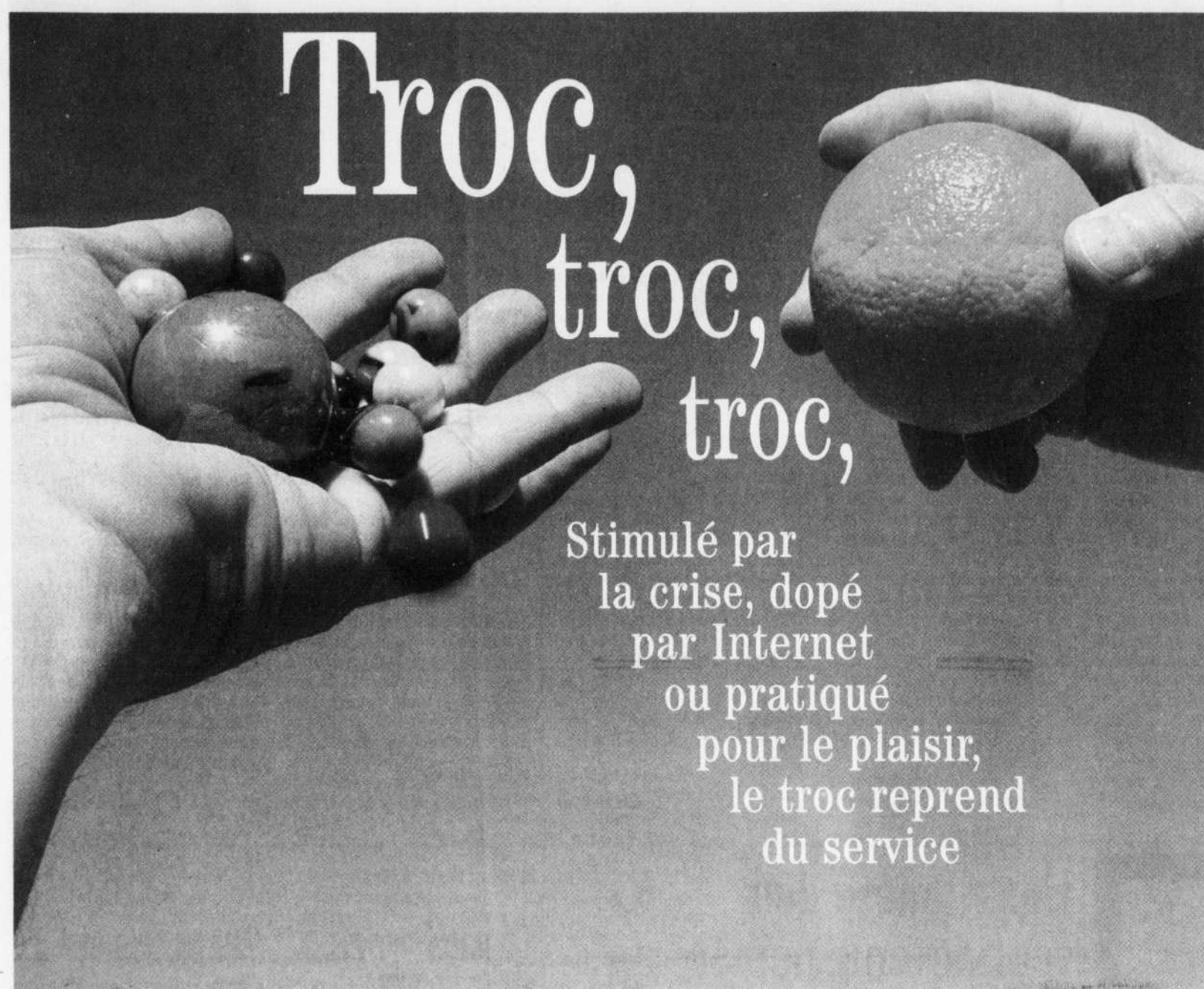


# LE DEVOIR

Vol. C N° 90

LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 AVRIL 2009

2,44\$ + TAXES = 2,75\$



## Troc, troc, troc,

Stimulé par  
la crise, dopé  
par Internet  
ou pratiqué  
pour le plaisir,  
le troc reprend  
du service

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

STÉPHANE BAILLARGEON

Le docteur Vincent est dentiste et alchimiste: il peut transmuter un traitement de canal en n'importe quoi, ou presque. «J'ai de belles toiles troquées avec une artiste locale», raconte l'enchanteur qui soigne ses patients de la région de Montréal depuis 1995. «J'ai troqué 4000 briques anciennes afin de rénover la maison. J'ai aussi troqué l'aménagement paysager dans la cour, un vieux poêle à bois et même des poulets et des légumes.»

Le troc représente une faible proportion de la facturation de son cabinet, «de 3 à 5%», précise le docteur Vincent (c'est un nom d'emprunt). N'empêche, à chaque fois, chacun trou-

ve son compte dans cet échange atypique.

«Le troc permet de soustraire à l'impôt certains flux monétaires, donc de donner une plus grande valeur à ce qui est troqué, poursuit le

«Le troc permet de soustraire à l'impôt certains flux monétaires, donc de donner une plus grande valeur à ce qui est troqué, dit un dentiste-échangiste. Pour mes patients, il permet de rendre certains traitements plus accessibles tout en me rendant service grâce à leurs compétences.»

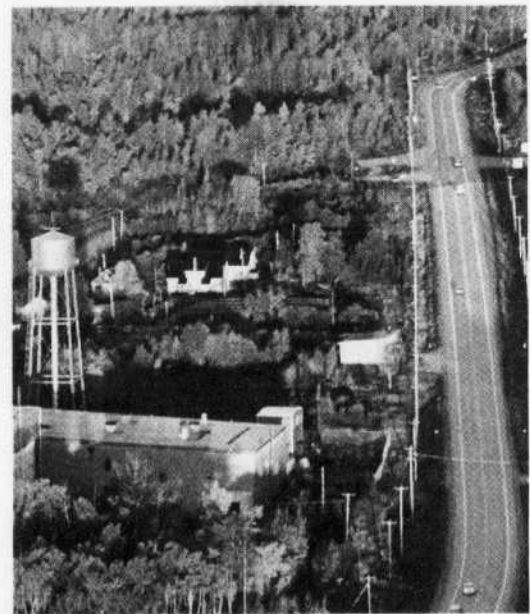
dentiste-échangiste. Pour mes patients, il permet de rendre certains traitements plus accessibles tout en me rendant service grâce à leurs compétences. Il en résulte souvent une relation

basée sur une grande confiance, durable et souvent très agréable, apportant une dimension plus humaine à une relation d'affaires.»

Il n'y a pas que ça. Le troc peut même devenir une nécessité vitale à la faveur d'une crise économique. L'Argentine en faillite a vu fleurir les clubs de trueque après sa débâcle monétaire du début de la décennie. Aux États-Unis, l'effondrement du système bancaire favorise le retour du barter ou du swapping «à l'échelle supersonique», selon un récent article du magazine en ligne Rue89.com. Les entreprises américaines incapables

VOIR PAGE A 10: TROC

■ Complètement troc, ces Argentins ■ L'échange de maisons, une formidable et profitable façon de voyager ■ Tradebank facilite le troc de 9000 entreprises > À lire en pages A 4 et A 5



OSISKO

MINE OSISKO À MALARTIC

Richard Desjardins  
dénonce le projet,  
Marcel Côté l'appuie

■ À lire en page C 5

### INDEX



|                 |     |                 |     |
|-----------------|-----|-----------------|-----|
| Actualités..... | A 2 | Idees .....     | C 5 |
| Annonces.....   | B 8 | Monde.....      | A 8 |
| Avis publics..  | B 7 | Mots croisés..  | D 5 |
| Bourse.....     | B 2 | Météo.....      | B 9 |
| Carrières.....  | B 6 | Perspectives..  | C 1 |
| Décès.....      | B 8 | Rencontres..... | D 4 |
| Économie.....   | B 1 | Sports.....     | B 7 |
| Éditorial.....  | C 4 | Sudoku.....     | B 9 |

## Hausse des suicides dans l'armée canadienne

La major Michelle Mendes  
se serait suicidée jeudi soir à Kandahar



AGENCE FRANCE-PRESSE

La mission en Afghanistan affecte la santé mentale des soldats. Les spécialistes ne sont donc pas étonnés de constater une hausse des suicides.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La major Michelle Mendes, 30 ans, a été retrouvée morte jeudi après-midi dans son baraquement militaire de la base de Kandahar, en Afghanistan. Une enquête a été ouverte pour déterminer la cause de son décès.

Mais selon les informations obtenues par *Le Devoir*, les premières constatations de la police militaire font état d'un suicide qui aurait été commis avec son arme de service.

La major Mendes, originaire de l'Ontario, était rattachée au quartier général de la mission canadienne à Kandahar. L'armée n'a pas précisé ses fonctions, mais il semble que Michelle Mendes était spécialisée en renseignement. Elle avait déjà été déployée à Kandahar en 2006.

Michelle Mendes ne serait pas la première des Canadiens à s'enlever la vie en Afghanistan. Le 29 août 2007, le major Raymond Ruckpaul s'était tiré une balle dans la tête dans sa chambre du quartier général de l'OTAN, à Kaboul. La

VOIR PAGE A 10: ARMÉE

## L'État s'abandonne au privé

Le ministère  
des Transports partage  
de plus en plus  
le processus d'octroi  
de contrats avec  
les firmes d'ingénierie

KATHLEEN LÉVESQUE

Il n'y a pas qu'à la Ville de Montréal que les relations publiques-privées sont étroites dans la préparation des appels d'offres. Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Charest, en 2003, le ministère des Transports partage le contrôle du processus d'octroi de contrats avec des firmes d'ingénierie.

Comme l'a confirmé au *Devoir* le ministère des Transports (MTQ), l'implication du secteur privé à chacune des étapes menant à accorder tel ou tel contrat à un entrepreneur plutôt qu'à un autre est de plus en plus importante. «Il y a lieu de constater une augmentation substantielle du recours au privé. Et la tendance est à la hausse», a reconnu Réal Grégoire, membre de la direction des communications du MTQ.

Le ministère a toutefois été incapable de fournir des chiffres précis sur ce travail de collaboration. Aucune statistique n'existe sur le nombre de contrats préparés par les firmes de génie. Une demande du *Devoir*, en vertu de la Loi d'accès à l'information, a permis de comprendre qu'il s'agit de la presque totalité des appels d'offres pour lesquels le MTQ fait désormais appel à l'expertise privée.

Ce nouveau marché des services professionnels est évalué à plusieurs dizaines de millions de dollars l'an. Les firmes SNC-Lavalin, Dessau, BPR, Génivar, Groupe SM et autres Tecsubt pénètrent ainsi un champ d'activités qui était jusque-là une prérogative de l'État. Déjà, sous le gouvernement du Parti québécois, les firmes d'ingénierie avaient mis le pied dans la porte. Mais aujourd'hui, cette dernière est grande ouverte.

La situation pourrait s'accroître, dans un

VOIR PAGE A 10: ÉTAT

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon:  
Un abandon déplorable, à lire page C 4

### Maintenant en librairie



BERNARD BERNIER  
avec la collaboration de VINCENT MIRZA

Le Japon au travail

Sous la direction de  
FRANÇOIS CRÉPEAU,  
DELPHINE NAKACHE et IDIL ATAK  
Les migrations internationales  
contemporaines

PUM  
www.pum.umontreal.ca

Université  
de Montréal

## ACTUALITÉS

Conflit réglé à l'UQAM

# Désormais, les universités devront parler à Québec avant de négocier

Le règlement dans le conflit de travail des professeurs et des maîtres de langue de l'Université du Québec à Montréal est enfin survenu hier, après sept semaines de grève. Les professeurs rattraperont d'ici juin 2012 la moyenne des salaires du réseau de l'Université du Québec et 145 nouveaux postes seront créés au cours des quatre prochaines années. Tout en annonçant la bonne nouvelle, Québec a cependant annoncé sa volonté de suivre les négociations dans les universités de plus près.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Québec veut avoir droit de regard sur les négociations salariales dans les universités, histoire d'éviter la surenchère. C'est ce qu'a indiqué la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, tout juste après avoir allongé quelque 20 millions par année (au terme de la convention collective) pour conclure l'entente avec les professeurs de l'UQAM.

«Dorénavant, les constituantes du réseau de l'Université du Québec devront faire approuver préalablement au début de chaque négociation leur cadre financier», a fait savoir la ministre Courchesne.

Quant aux autres universités, des pourparlers s'entameront au



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Les professeurs de l'UQAM ont pris le lunch au soleil, hier, attendant de prendre connaissance du résultat des négociations.

sein de la Conférence des recteurs et principaux d'universités (CREPUQ) pour «s'assurer que nous avons des politiques salariales qui respectent la capacité de payer des contribuables», a poursuivi Mme Courchesne, rappelant que même les universités privées sont financées dans une proportion d'environ 65 % par l'État (50 % dans le cas de McGill).

Si Québec a ainsi financé les hausses salariales et les embauches à l'UQAM, c'est par souci d'équité, a fait valoir Mme Courchesne, rappelant que les conditions de travail y étaient inférieures à celles en vigueur dans le réseau UQ.

Concrètement, les professeurs recevront 4 % à la signature de la convention (dont un 2 % consenti au secteur public), 1 % en novembre prochain, 2 % en avril

2010, 2 % en décembre 2010, 2 % en décembre 2011 et 2 % en mai 2012. Avec toutes ces hausses, les salaires des professeurs devaient osciller entre 49 000 et 124 000 \$ (au haut de l'échelle), sans compter les éventuelles indexations du secteur public. Les professeurs auront par ailleurs droit à un montant forfaitaire équivalant à 1 % de leur salaire.

Le protocole de retour au travail comprend aussi un autre montant forfaitaire équivalant à 2 % du salaire annuel pour reprendre le travail perdu pendant la grève.

Les 29 maîtres de langues obtiennent les mêmes augmentations, mais seul un nouveau poste est créé, alors qu'ils en revendiquaient neuf.

Les professeurs semblaient assez satisfaits des gains effectués

dans leur nouvelle convention, entérinée dans une proportion de 91 %. L'amertume était cependant palpable chez les maîtres de langues, vu la quasi-absence de création de postes. Ces derniers ont ratifié leur convention aux deux tiers.

La présidente du Syndicat des professeurs de l'UQAM, Michèle Nevert, a souligné hier que des améliorations étaient survenues au cours des dernières heures, notamment touchant le délai du rattrapage salarial et la bonification du protocole de retour au travail.

La grève aura permis «une reconnaissance formelle, tant de la part du gouvernement, des médias que de la population, de la nécessité de cette université», a fait valoir Mme Nevert, déplorant toutefois le silence de la direction au cours des dernières semaines.

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, a pour sa part rappelé la situation difficile de l'université, qui doit produire sous peu un plan de retour à l'équilibre d'ici 2013-14, alors qu'elle nage encore dans les déficits. L'intervention gouvernementale était essentielle au règlement du conflit, a-t-il expliqué. «Nous disposerons, grâce à la correction salariale, d'une meilleure capacité à recruter et retenir de bons professeurs», s'est réjoui le recteur Corbo.

Les cours reprennent donc lundi et la commission des études précisera alors les modalités pour reprendre le temps perdu.

Le Devoir

Grippe porcine

## Trop tôt pour prédire une pandémie

HELEN BRANSWELL

Toronto — Le Laboratoire national de microbiologie canadien a déterminé que 16 des 51 échantillons cliniques qui ont été envoyés de Mexico à Winnipeg étaient contaminés par la grippe porcine, ont indiqué certaines sources hier.

Ces spécimens comprennent des biopsies pulmonaires et des prélèvements nasaux.

Le Canada et les États-Unis ont mis sur pied leurs centres de contrôle d'urgence, indiquant que le développement du virus de la grippe porcine sera suivi d'heure en heure. Les experts en maladies virales ont précisé qu'il était trop tôt pour prédire si le virus causera une pandémie.

Ils sont toutefois quelque peu rassurés par le fait que les symptômes de la maladie ressemblent davantage à ceux d'une grippe saisonnière qu'à ceux, foudroyants, de la grippe aviaire H5N1.

«Je suis confiante, car la maladie ne semble pas si terrible, et si jamais elle devait se propager, je crois que nous pourrions la circonscrire rapidement», a déclaré la Dr<sup>re</sup> Allison McGeer, de l'hôpital Mount Sinai de Toronto.

Le Dr<sup>re</sup> Michael Gardam, directeur du département de prévention et de contrôle des maladies infectieuses de l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé, a précisé que la situation devrait se clarifier au cours des prochains jours.

Des chercheurs aux États-Unis et au Mexique tentent de déterminer si les décès sont



RONALDO SCHEIDT AFF

liés à la même souche de grippe porcine qui a rendu malades sept personnes au Texas et en Californie.

L'OMS a également relevé son système d'alerte interne, hier, pour permettre à l'agence de mobiliser davantage de fonds et de personnel pour faire face à l'épidémie. Elle a recensé au moins 57 décès au Mexique, mais cherchait à établir avec précision à quelle souche de la grippe ces personnes ont succombé.

La souche a tué dans des classes d'âge normalement moins vulnérables, soit des jeunes et des adultes d'âge moyen. L'une des hypothèses est que les populations les plus vulnérables, enfants et personnes âgées, aient été protégées par les vaccins contre d'autres souches grippales.

La Presse canadienne

Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques

Association canadienne pour les Nations Unies - Grand Montréal  
United Nations Association in Canada - Greater Montreal

**Double défi pour l'ONU:  
le maintien de la paix  
et la responsabilité de protéger**



CONFÉRENCIER  
**M. Lakhdar Brahimi**  
Ancien Secrétaire général adjoint  
des Nations Unies

**Lundi 4 mai 2009, 19 h**  
Salle Marie-Gérin-Lajoie, pavillon Judith-Jasmin, J-M400  
405, rue Ste-Catherine Est, métro Berri-UQAM

**Inscription gratuite obligatoire**  
chaire.strat@uqam.ca ou 514-987-6781  
www.dandurand.uqam.ca

Dans le cadre des Séminaires d'été 2009  
proposés par la Faculté de science politique et de droit  
et l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire  
Raoul-Dandurand.

IE Institut d'études  
IM UQAM

CANADEM

LE CONSEIL  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

Canada

Canada

LE CONSEIL  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

Droits et Démocratie  
Centre international des droits de la personne  
et du développement économique

Chambre  
des notaires  
du Québec

LE DEVOIR

UQAM

## L'ex-numéro deux veut devenir numéro un

Gilles Taillon confirmera lundi sa  
candidature à la chefferie de l'ADQ

ROBERT DUTRISAC

Québec — L'ancien numéro 2 de l'Action démocratique du Québec, Gilles Taillon, annoncera lundi qu'il se porte candidat pour succéder à Mario Dumont à la tête du parti.

L'«Équipe Gilles Taillon» a diffusé hier un communiqué pour inviter les médias à une conférence de presse à Québec où le candidat «annoncera sa décision».

Selon nos informations, Gilles Taillon confirmera également que sa campagne sera coprésidée par deux adéquistes qui avaient offert leurs services à ce titre mardi dernier: l'ex-députée de Groulx, Linda Lapointe, et le député de Shefford, François Bonnardel, la flamme de Nathalie Normandeau, la vice-première ministre et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire au sein du gouvernement libéral.

C'est André Verrette qui assurera la direction des communications de la campagne de Gilles Taillon. M. Verrette est un militant chevronné qui fut l'attaché politique du ministre libéral Yvon Picotte dans le gouvernement de Robert Bourassa. Il était aux côtés de



ARCHIVES REUTERS

Gilles Taillon

M. Picotte quand celui-ci s'est joint à l'ADQ. M. Verrette y est resté après la désertion de l'ancien ministre libéral, qui est revenu au bercail à l'automne 2008.

Gilles Taillon sera le troisième candidat déclaré dans la course, après Eric Caire, député de La Peltre, et Christian Lévesque, ex-député de Lévis. En vertu des règles adoptées par l'exécutif du parti, les candidats ont jusqu'au 22 septembre pour déposer leur bulletin de participation en vue de l'élection du nouveau chef, lors d'un congrès qui doit avoir lieu le 7 février 2010. Cette date pourrait être avancée à l'automne; une proposition en ce sens doit être présentée au prochain Conseil général de l'ADQ à la fin de mai.

Le Devoir

EN BREF

### Cinq présumés Hells libérés

Cinq présumés associés des Hells Angels ont été libérés en attente de leur procès hier, sous certaines conditions, tandis que 11 accusés subiront leur enquête pour remise en liberté à compter du 8 juin prochain dans la foulée de l'opération sharQc. Parmi eux se trouve Salvatore Cazzetta, l'un des plus importants membres en règle des Hells Angels. Fondateur des défunts Rock Machines, Cazzetta a rejoint les Hells il y a quelques années, à la suite d'une série d'opérations policières qui avaient déstabilisé l'organisation, en particulier au centre-ville de Montréal. La Couronne s'oppose aux demandes des 11 accusés. L'enquête pour remise en liberté s'annonce longue et fastidieuse: la procureure de la Couronne, Madeleine Giauque, a prévu deux semaines d'audiences. Il lui faudra trois ou quatre jours simplement pour établir le fait que les Hells forment une organisation criminelle au Québec. Par ailleurs, la Couronne a l'intention de présenter une requête, la semaine prochaine, dans l'espoir d'empêcher la divulgation au compte-gouttes de la preuve dans les médias d'information. Par ailleurs, 25 des 156 membres et associés des Hells épinglés dans l'opération sharQc sont toujours en cavale. — Le Devoir

### Ottawa en appel

Ottawa — Il semble de plus en plus probable qu'Ottawa en appellera d'un jugement de la Cour fédérale qui lui ordonne d'exiger immédiatement le rapatriement d'Omar Khadr, ce jeune homme de 22 ans originaire de Toronto qui est détenu sur la base militaire de Guantánamo depuis qu'il a 15 ans. Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a pris tout le monde par surprise hier en déclarant, en réponse à une question du Bloc québécois, que son gouvernement irait en appel de la décision du juge Walter O'Reilly. A toutes les autres occasions où il a été interrogé sur ce sujet, M. Cannon a toutefois été beaucoup moins catégorique, se contentant de dire qu'un appel était probable ou fort probable. Reprenant le refrain de son chef Stephen Harper, il a en outre précisé qu'aucune décision ne serait prise avant que le jugement O'Reilly n'ait été «examiné». C'est cette version des faits que son cabinet a confirmée en après-midi, après plusieurs volte-face qui ont alimenté la confusion. Ottawa a 30 jours pour se décider. Les commentateurs du juge O'Reilly, qui estime que le refus d'intervenir d'Ottawa «va à l'encontre des règles fondamentales de la justice et viole les droits de M. Khadr», n'émouvent sans doute pas les conservateurs, qui se targuent d'être durs avec les délinquants. — La Presse canadienne

## Portes ouvertes

**Le samedi 2 mai 2009, de 13 h à 16 h**

Expérience éducative exceptionnelle - Encadrement chaleureux  
Technologies de pointe - Installations hors pair

3535, boul. Rosemont, Montréal (Québec)  
Tél.: (514) 376-5740 www.cje.qc.ca

Établissement d'enseignement privé - Cours secondaire pour filles et garçons - Concentrations : Arts, Globe-trotter, Science, Sports

COLLÈGE JEAN-EUDES  
UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!

Quelques places disponibles  
en 4<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup> secondaire  
pour septembre 2009

## ACTUALITÉS

14<sup>e</sup> Radio-Don  
de Radio Ville-Marie

91,3 fm

1-2-3 mai 2009



État d'alerte à Mexico, où une soixante sont mortes, peut-être après avoir été infectées par un nouveau virus de la grippe porcine.

LUIS ACOSTA AFP

Mexico est en quasi-quarantaine

# Un nouveau virus tue au moins 20 personnes

## La grippe porcine force les autorités à fermer les écoles, les musées et les théâtres

Près de 60 décès suspects, trois foyers au Mexique et un virus aux multiples souches désormais transmissible d'humain à humain: le A/H1N1. Il n'en fallait pas plus pour que les autorités sanitaires mondiales déclenchent une alerte à la grippe porcine. Alors que le Mexique essaie tant bien que mal de contenir l'ennemi invisible et meurtrier, celui-ci frappe déjà aux portes des États-Unis... et pourrait bien gagner le Canada.

LISA-MARIE GERVAIS

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est dit «très inquiète» et craint le début d'une pandémie grippale. Les autorités mexicaines ont désormais confirmé 20 décès, sur près de 60, attribués au virus de la grippe porcine. Le reste des cas mortels suspects sont toujours en cours d'examen. Au total, 943 cas étaient recensés à l'échelle du pays par le ministère de la Santé mexicain.

L'organisation onusienne fait état de trois foyers dans le pays, le principal se trouvant à Mexico, la capitale, le deuxième à San Luis Potosi, au centre du pays, avec 24 cas dont trois mortels, et enfin à Mexicali, près de la frontière avec les États-Unis, où quatre cas non mortels ont été rapportés.

«Ces événements sont très inquiétants parce qu'il y a des cas humains associés à un virus de grippe animal, mais également en raison de l'étendue géographique des différentes apparitions ainsi que de l'âge inhabituel des groupes atteints», a expliqué l'OMS.

Selon la direction des Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC), huit cas auraient été diagnostiqués aux États-Unis, mais on ne signale pas de décès. Au Canada, aucun cas sus-

pect n'a été rapporté.

À Mexico, la capitale, et dans l'État de Mexico, les écoles, les musées et les théâtres sont fermés et tous les événements de foule comme les concerts ou les spectacles grand public sont annulés. Prendre le métro, qui est emprunté par 4,5 millions de passagers par jour, est déconseillé, tout comme s'échanger des poignées de mains ou même s'embrasser. En attendant la campagne de vaccination massive annoncée par le ministère de la Santé, les Mexicains se sont précipités sur les petits masques de crêpe bleu vendus dans les rues de la capitale.

«Je suis arrivée en retard à mon travail. Il y avait beaucoup de gens inquiets qui se demandaient jusqu'à quel point on allait suspendre les activités de la ville», a relaté Evelia Flores, une économiste mexicaine qui travaille à l'aéroport de la capitale. Partout, dans les bureaux et les lieux publics, des petites radios ou des écrans de télé diffusent des messages d'alerte. «On a demandé aux plus vulnérables, surtout les enfants et les adolescents, de ne pas sortir», a-t-elle ajouté.

L'inquiétude a rapidement ga-

gné les autorités sanitaires mondiales, mais plus particulièrement les États-Unis et le Canada. La ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, a pourtant confirmé qu'il n'y avait encore aucun cas suspect de grippe porcine. «Permettez-moi d'être très claire: aucun cas de grippe porcine humaine n'a été confirmé au Canada, [...] mais nous allons continuer à surveiller ces événements de près et à prendre toutes les mesures nécessaires», a affirmé Mme Aglukkaq.

De son côté, puisque les allers-retours entre le Canada et le Mexique sont nombreux, que ce soit pour le tourisme ou les affaires, l'Agence de la santé publique du Canada demande au personnel des hôpitaux de se montrer prompt à identifier les patients ayant voyagé récemment au Mexique et arrivant dans les établissements de santé avec des symptômes de la grippe, afin, le cas échéant, de les placer en isolement.

Au Québec, le ministère de la Santé se dit prêt à faire face à une éventuelle épidémie et est en «mode veille rehaussée». L'Agence des services frontaliers du Canada et le ministère des Affaires étrangères n'ont pas émis d'avertissement officiel.

Aux États-Unis, la Maison-Blanche a déclaré prendre l'alerte au sérieux et le président Barack Obama a été informé de la situation, selon le porte-parole de la CDC, Dave Daigle. «Nous avons mis en place des centres opérationnels d'urgence», a-t-il déclaré.

Les inquiétudes sont d'autant plus vives que ce virus inédit se transmet d'homme à homme et est constitué d'une souche aviaire, de deux souches porcines et d'une souche humaine, ce qui constitue une première.

La crainte des experts médicaux, notamment canadiens et américains, se justifie par le fait

que les porcs peuvent servir de «creuset» à une nouvelle souche très virulente pour l'homme en combinant les matériels génétiques de la grippe porcine et de la grippe aviaire.

Au Mexique, les premiers signes de l'épidémie ont été détectés fin mars, avec un pic en avril. Les malades «sont en général de jeunes adultes qui ne souffraient pas auparavant de maladies connues», a indiqué une porte-parole de l'OMS.

Le Devoir  
avec l'Agence France-press  
et l'Associated Press



LUIS ACOSTA AFP

Des patients, le visage recouvert d'un masque, attendent de rencontrer un médecin dans un hôpital de Mexico.

### L'INM A 5 ANS!

...et vous invite à une table ronde sur  
**Les défis du Québec**  
en cette période de crise économique

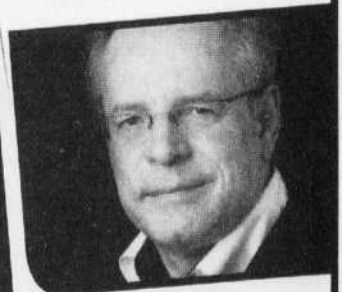
Avec :



&gt; Claude Béland



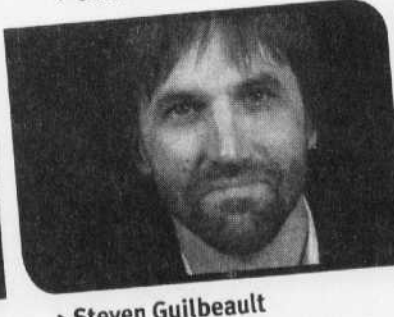
&gt; Claire Bolduc



&gt; Simon Brault



&gt; Françoise David



&gt; Steven Guilbeault



&gt; Michel Verine

Animée par  
> Pascale Tremblay

Le mardi 28 avril de 19 h à 21 h

À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque  
475, boul. de Maisonneuve Est, Montréal  
Métro Berri-UQAM

Entrée libre - Inscription requise  
www.inm.qc.ca  
514 934-5999 poste 221



INSTITUT DU  
NOUVEAU MONDE

LES CINQ ANS DE L'INM,  
ÇA DONNE LE GOÛT DE L'AVENIR!

LE VRAI LEADER D'AUJOURD'HUI  
recherche plus que jamais  
une spiritualité intérieure

Atelier :  
INITIATION À UNE MÉDITATION CHRÉTIENNE  
**THOMAS KEATING**

Moine cistercien du Colorado

Les 29 et 30 MAI 2009

Salle Pichette de l'Oratoire St-Joseph  
Inscription et renseignements : [www.notreprojet.org](http://www.notreprojet.org)  
Par téléphone : 514 849-3000 poste 49  
En anglais avec traduction simultanée.

Retrouvez la sérénité, l'équilibre et la force intérieure.



Les hôtels attirent des propositions à la pelle de toutes les professions. Une nuitée est payée en dollars de troc, qui rétribuent après coup un plombier ou un comptable pour l'hôtel.

T\$

KIM KYUNG-HOON REUTERS

## La machine à T\$

Tradebank facilite le troc de 9000 entreprises en Amérique du Nord

STÉPHANE BAILLARGEON

Rien ne se perd. C'est le grand génie du capitalisme que de tout transformer en marchandise potentielle, l'amour ou la tarte aux pommes. La compagnie Tradebank, elle, réussit carrément à marchander le troc! Et ça marche de plus en plus.

«La crise économique a eu un impact positif sur la quantité des occasions d'affaires», écrit au Devoir John Porter, président de Tradebank Canada. Les clients, réels ou potentiels, sont plus réceptifs aux nouvelles idées et aux nouvelles manières d'assurer des revenus. Nous venons tout juste d'aider une salle de banquet à économiser 7500 \$ en argent comptant sur l'achat d'un nouveau système d'éclairage. Dans le nouveau contexte économique, seuls les plus forts et les plus créatifs vont survivre.»

«Dans le nouveau contexte économique, seuls les plus forts et les plus créatifs vont survivre.»

contexte

économique,

seuls les

plus forts

et les plus

créatifs vont

survivre»

Par contre, Tradebank n'a pas encore de bureau au Québec, et les comptes de Montréal se négocient en fait à Toronto. M. Porter, en bon homme d'affaires, précise ne pas encore avoir trouvé de partenaire fiable.

Des T\$ qui rapportent

Tous ses clients s'échangent des services et des marchandises en TRADEdollars™ (T\$). En gros, chaque lot est évalué et affiché dans une banque commune d'échanges gérée par un courtier. L'acquéreur paie dans la devise interne un vendeur qui peut ensuite acquérir un autre lot. C'est l'idée du cycle marchandisier-argent-marchandise, mais en dollars T\$. Mieux encore: un T\$ vaut un huard pour faciliter les échanges.

Des exemples? Un collège spécialisé en management accepte de se faire payer un cours par un étudiant dans cette devise parallèle, disons 1000 T\$, qui sont dépensés ensuite pour acquérir du matériel scolaire. Un magasin de meubles a récemment échangé des marchandises invendues contre un tas de T\$ qui ont ensuite permis de payer une publicité et des réparations au toit de son immeuble.

Les hôtels attirent des propositions à la pelle de toutes les professions. Une nuitée est payée en dollars de troc, qui rétribuent après coup un plombier ou un comptable pour l'hôtel.

«Les golfs sont tout aussi populaires auprès des échangistes. Il y a un départ toutes les huit minutes sur un golf», explique le président Porter. Nous aidons donc les clubs à trouver des clients qui payent en T\$, qui peuvent ensuite être consacrés à l'entretien du terrain, par exemple. Dans un cas, les T\$ ont même été employés pour construire tout le «club-house».

Tradebank collecte au passage un peu moins de 13 % du total (une sorte de taxe) par «cycle d'échange». En clair, un troc de 1000 T\$ rapporte 129,50 \$ (en beaux huardes cette fois) à Tradebank. Une franchise coûte normalement 400 000 \$. Les clients doivent payer les taxes habituelles (TVA et TVQ, au Québec), ce qui n'est pas le cas avec le troc ordinaire. Il faut ajouter des frais mensuels d'une vingtaine de dollars, payables en T\$ cette fois. Rien ne se perd...

Le Devoir

Le Devoir

# Complètement troc, ces Argentins

Durant son âge d'or, en pleine crise économique de 2002, près de trois millions de personnes ont intégré les clubs de troc de l'Argentine. À l'origine, une poignée d'idéalistes, des biens et services à échanger, une bonne dose d'énergie du désespoir et la poursuite d'un but commun: trouver un système d'échange différent de celui qui avait plongé le pays dans la pire crise économique de son histoire.

LISA-MARIE GERVAIS

Fin 2001. Après deux ans de récession et de mauvaise gestion, l'économie de l'Argentine s'effondre. Le Fonds monétaire international ne consent plus de prêts. La dette publique s'élève. La fuite des capitaux devient vite incontrôlable. Les retraités sont bloqués. Les économies de la classe moyenne s'évaporent. Le peso est dévalué. Dans les rues des grandes villes, c'est le chaos. Au plus fort de la crise, le taux de chômage atteint 23 % et celui de la pauvreté, 57 %. «Les institutions qui traditionnellement fournissaient une aide aux plus démunis n'offraient plus aucune réponse», se rappelle Rubén Raveira, cofondateur du Réseau global des clubs de troc.

Sans emploi ni revenus, les Argentins furent contraints de chercher une façon de s'approvisionner sans avoir à utiliser le peso comme monnaie d'échange. Plusieurs se sont alors «convertis» aux clubs de troc. Cette initia-

tive avait germé dans l'esprit de trois hommes qui dirigeaient le Programme d'autosuffisance régionale, un projet de gestion écologique du potager. Ensemble, ils inaugurèrent leur premier club de troc le 1<sup>er</sup> mai 1995, dans la petite ville de Bernal, en banlieue de Buenos Aires. Selon le mythe fondateur, l'idée leur est venue après que l'un d'eux eut proposé à ses voisins, à la suite d'une abondante récolte, de leur échanger des courgettes contre d'autres produits.

Ce système basé sur des échanges de biens et services allait peu à peu servir de paratonnerre à la crise économique qui frappait les Argentins de plein fouet. Au pire de la crise, le nombre d'adhérents à ce réseau global des clubs de troc a décollé pour grimper à près de trois millions. «C'était notre refuge. On dit qu'il n'y a pas eu de guerre civile grâce à ce système alternatif qui a nuancé l'impact de la crise», a dit M. Raveira, enseignant de formation.

Veston contre nourriture

Un pain contre un veston, un

gâteau d'anniversaire contre... une consultation psychologique. Les échanges de biens et services se faisaient entre un petit groupe de personnes réunies au sein d'un club de troc qui fleurissait à l'ombre des hypermarchés Carrefour.

Bien sûr, un tel système ne permet pas de construire des voitures ou des centrales hydroélectriques, admet-il. N'empêche, un petit club de 30 personnes permet de satisfaire plus de 80 % des besoins d'un individu, assure Rubén Raveira. Et de rebâtir la confiance d'une société qui avait été durement ébranlée. «Les gens se sont réappropriés les rues de leur quartier; ils ont tissé des liens avec leurs voisins. Dans une communauté solidaire, la délinquance et la criminalité diminuent, note-t-il. Ça rebranché les gens sur les bénéfices de la consommation locale.»

Les règles de ce jeu de «Monopoly solidaire», basé sur le modèle qu'avait développé le théoricien de la monnaie franche Silvio Gesell, étaient simples: chacun était responsable de ce qu'il apportait et les transactions, toujours accompagnées d'une facture, devaient se faire dans le respect. Les échanges de médicaments, d'armes, de stupéfiants et les produits de mauvaise qualité étaient interdits. Des bons de troc, appelés *crédito*, pouvaient être émis, mais ils ne pouvaient



ENRIQUE MARCIAN REUTERS

Sur cette photo prise en mars 2003, pendant la grave crise qui a affecté l'Argentine, une femme fait le tri de matériaux qu'elle a récupérés dans un dépotoir de Buenos Aires. Cette crise a précipité près de 10 millions d'Argentins dans une pauvreté extrême. Toute cette misère a favorisé la création de clubs de troc.

pas être accumulés. Enfin, toutes ces consignes étaient encaissées dans une déclaration signée par le membre.

Dérèglement et déclin

Imparfait comme bien d'autres, ce système a connu quelques dérèglements. «Le réseau a pris de l'ampleur et c'est difficile d'avoir le contrôle sur tout. Il y a eu des falsifications de crédits et il y a eu des plaintes pour dénoncer des personnes qui demandaient trop cher pour leurs produits», a indiqué Rubén Raveira. Même s'il voulait prévenir les

effets pervers d'un système économique basé sur la monnaie, qui avait fini par montrer des signes de déchéance, au fur et à mesure qu'il gagnait en popularité, le réseau de troc a gonflé comme une bulle qui a fini par éclater. Dès le milieu de l'année 2002, à cause de ces problèmes liés à des conflits dans le réseau et à des défaillances dans l'émission du *crédito*, le nombre de clubs baisse, et il n'y en a plus que 1500 fin 2002. Selon Lucie Gémonet, qui s'est penchée sur le sujet lorsqu'elle était étudiante

au département d'anthropologie de l'Université Laval, le retour du pays à une certaine stabilité politique et économique en 2003 est aussi une des raisons pouvant expliquer le déclin des clubs de troc.

«Le cas argentin doit donc être replacé dans une perspective sociale et historique: il s'agissait d'une petite initiative locale qui s'est étendue de façon importante, en grande partie en raison de la crise qui a secoué le pays», analyse-t-elle.

Le Devoir



ARCHIVES LE DEVOIR

## Ta villa en Espagne contre mon chalet en Estrie

L'échange de maisons, une formidable et profitable façon de voyager

STÉPHANE BAILLARGEON

Prenez un journaliste au hasard: moi. Eh bien, au cours des cinq dernières années, j'ai échangé un appartement de Montréal contre plusieurs lots à New York et des maisons de campagne en Nouvelle-Angleterre, un appartement à Barcelone (avec moto, svp), une villa de rêve au Costa Rica, un pied-à-terre à Venise. Faute de temps ou de moyens, avec ma petite famille, j'ai aussi refusé des propositions très alléchantes en provenance de la Provence, de l'Australie, de Bali, de l'Italie. Nous serons par contre à Paris dans quelques mois, toujours grâce à la même magnifique mécanique.

Des propositions échangistes honnêtes du genre, le site Trocmaison.com en compte près de 26 000 venues de 110 pays, dont environ 1275 du Canada. Trocmaison est lié à la maison mère homeexchange.com, fondée aux États-Unis en 1997. Il existe des versions en plusieurs autres langues européennes.

«Par le nombre de membres comme par le nombre de sites en différentes langues, nous sommes de loin le plus important réseau mondial d'échange de maisons», explique William Heinzer, le patron de Trocmaison avec sa femme Martine. «Mais 26 000 membres, ce n'est rien du tout quand on y pense. Il y a de la place pour multiplier ce nombre. La planète est grande...»

Lui-même journaliste tèle en Suisse, M. Heinzer a été embauché en 2005 pour créer la filiale francophone, après avoir rencontré par hasard Ed Kushins, propriétaire de homeexchange. «Ma famille et moi adorons le surf et nous avons fait un

échange avec une famille californienne, explique-t-il. Le dernier soir de notre séjour, un voisin nous a invités à un BBQ sur la plage. C'était Ed...»

La pratique de l'échange serait née dans les années 1950 autour d'un cercle d'instituteurs de Suède désireux de troquer leur paradis du Nord contre un autre du Sud, pendant les coûteuses et achalandées vacances d'été. À l'époque, la mécanique complexe utilisait des bottins et la poste. Le site suédois INtervac perpétue la tradition.

Internet facilite maintenant les échanges. La contribution annuelle de quelques dizaines de dollars est vite amortie. Des sites comme switchhome.com sont carrément gratuits. «Janvier, février et mars 2009 sont les mois les plus forts enregistrés depuis la création du système», dit M. Heinzer, qui attribue une part de cet engouement exceptionnel à la crise économique.

Aux États-Unis, le «home swapping» ne sert pas qu'aux vacanciers. La crise du marché immobilier et la difficulté à trouver du financement encouragent de plus en plus de gens à procéder par échanges permanents: ton bungalow contre mon chalet, ton appartement contre mon véhicule utilitaire. Craigslist a maintenant une section spéciale consacrée à cette forme d'échange, et le site onlinehousestrading.com lui est entièrement dédié.

La conjoncture passera. La structure restera. «Généralement, nos clients ont déjà expérimenté d'autres types de vacances, de l'hôtel à la location de villa, poursuit le directeur, joint à Paris. Ces voyageurs tentent le coup avec nous parce qu'ils ont l'esprit ouvert. Je dirais aussi que ce sont en gé-

néral des gens de la classe moyenne et au-dessus. Nous avons encore beaucoup d'enseignants, des cadres et des professionnels. Nous avons aussi beaucoup de retraités. Nos clients ont certains moyens, mais ils bonifient le rendement de leurs vacances en échangeant leurs demeures.»

La pratique permet facilement d'économiser la moitié du budget des vacances. Il est souvent possible d'échanger en même temps la maison et l'auto, pour économiser encore plus, jusqu'à 70 % des frais habituels.

Même les très riches y trouvent leur compte. Homeexchange a lancé une section «gold» où se retrouvent des propositions de pachas: de vrais de vrais châteaux en France, d'immenses lots à New York, des palais italiens, des domaines espagnols ou anglais. Il y a un millier de ces eaux dorées.

«Ces propriétaires ont les moyens de se payer un cinq étoiles n'importe où dans le monde. Mais justement, comme ils fréquentent ces établissements à longueur d'année, ça les amuse beaucoup de vivre comme les gens du pays où ils décident d'aller», explique M. Heinzer.

Le site homeexchange ne déplore aucune plainte pour vol ou dommage notable malgré des centaines de milliers d'échanges enregistrés depuis une douzaine d'années. Au pire, mais rarement, certaines personnes laissent la maison un peu sale, à l'arrivée comme au départ. «Je ne reçois pas 200 courriels de plaintes par an», jure le patron.

À qui le dites-vous! L'an dernier, les Barcelonais ont fait réparer mon vélo et ont laissé un bouquet de fleurs gros comme ça dans une maison immaculée...

Le Devoir

Le Devoir

Université d'Ottawa

## Félicitations à Mona Nemer et à Gilles Patry!

Nous vous remercions pour votre dévouement envers la francophonie

Mme **Mona Nemer**, vice-rectrice à la recherche de l'Université d'Ottawa, a été décorée des insignes de **chevalier dans l'Ordre national du Mérite de la République française**.



M. **Gilles Patry**, professeur à la Faculté de génie et recteur émérite de l'Université d'Ottawa, a été nommé au grade de **chevalier de l'Ordre de la Pléiade** (section de l'Ontario), une distinction remise annuellement par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Le Children est là pour la vie



(514) 934-4846  
www.fondationpourenfants.com

LA FONDATION DE L'HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
EN COLLABORATION AVEC SCIENCE POUR TOUS  
vous invite à assister à la conférence

## Deux femmes et la science

Conférencières: **Claire Deschênes**, présidente de l'Association de la francophonie à propos des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques, et **Chloé Legris**, ingénieure, chargée de projet à l'Astrolab du Mont-Mégantic et scientifique de l'année 2007 de Radio-Canada

Animatrice: **Chantal Srivastava**, journaliste à Radio-Canada

À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque  
le jeudi 30 avril de 12 h 30 à 14 h

Entrée libre

475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal  
475-1100 ou 1 800 363-9028

Science pour tous!

Bibliothèque et Archives nationales Québec

KAPALUA®

Aussi disponible A Priori Cavita

ALAIN GIROUX  
HÔTEL REINE ÉLIZABETH  
900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 601-0130

uOttawa  
L'Université canadienne  
Canada's university

L'Université d'Ottawa est fière de souligner les succès de ces deux importants alliés des communautés francophones d'ici et d'ailleurs.

www.uOttawa.ca

## ACTUALITÉS

## La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine a coûté 430 000 \$ à Stationnement Montréal

JEANNE CORRIVEAU

Stationnement de Montréal estime que la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, l'été dernier, lui a fait perdre 430 000 \$ de revenus de parcomètres. Cela n'empêchera pas l'arrondissement de Ville-Marie de récidiver cette année, avec la fermeture de cette artère pendant un mois supplémentaire.

Les états financiers de Stationnement de Montréal, rendus publics hier, révèlent que la société en commandite a encaissé des revenus de 57,8 millions en 2008, soit 250 000 \$ de plus qu'en 2007. Il s'agit d'une hausse beaucoup moins spectaculaire qu'au cours des deux années précédentes, alors que les augmentations de tarifs des parcomètres et l'ajout de plages de tarification avaient fait exploser les revenus de Stationnement de Montréal.

Entre 2005 et 2007, les revenus attribuables aux parcomètres avaient bondi de 29 millions à 49,7 millions. Ils se sont stabilisés en 2008 à 49,9 millions, soit 118 000 \$ de plus qu'en 2007.

Bien que le nombre de places de stationnement tarifé ait légèrement augmenté sur le territoire pour atteindre 16 881 places, les nombreux chantiers de construction et la piétonnisation de la rue Sain-

te-Catherine Est ont réduit les gains liés aux parcomètres.

L'arrondissement de Ville-Marie a déjà annoncé que la fermeture à la circulation automobile de la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Papineau et Berri, sera prolongée de 30 jours cette année et s'étalera du 28 mai au 9 septembre prochain. L'idée d'étendre la piétonnisation de l'artère vers l'ouest jusqu'à la rue de Bleury, évoquée l'an dernier, a toutefois été abandonnée pour des raisons de coûts, a-t-on indiqué hier à l'arrondissement.

Stationnement Montréal gère par ailleurs 43 terrains de stationnement comptant 3721 places. Ces terrains lui ont rapporté 3,5 millions. En 2008, la société en commandite a versé 44 millions à la Ville de Montréal.

L'année 2009 sera marquée par l'arrivée de Bixi, le service de vélos en libre-service dont le lancement est prévu au cours des prochaines semaines. Trois mille vélos prendront d'assaut les rues de la métropole et 300 stations seront déployées dans les arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont-La Petite-Patrie. Un organisme sans but lucratif, la Société de vélo en libre-service, a d'ailleurs été créé pour gérer ce service.

Le Devoir



La maison Smith, sur le mont Royal

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Parc du mont Royal

## Le souvenir inspirant de Frederick Law Olmstead

Des étudiants en architecture y vont de leurs suggestions pour réaménager le secteur du Chemin Remembrance et de la maison Smith

À quoi pourrait bien ressembler le secteur du Chemin Remembrance et de la maison Smith, sur le mont Royal, lorsque Montréal aura complété les travaux pour lesquels elle a déjà emprunté 10 millions de dollars? Des étudiants en architecture ont leur petite idée là-dessus.

STÉPHANE BAILLARGEON

La Ville de Montréal vient de contracter un emprunt de 10 millions pour réaménager l'échangeur Côte-des-Neiges-Remembrance, l'entrée ouest du mont Royal. Très bien, seulement, comment faut-il le refaire? Et quel sort réserver à la maison Smith du mont Royal et ses alentours, malheureusement bétonnés depuis un demi-siècle?

«L'argent est débloqué, mais il faudra attendre l'an prochain pour connaître les plans précis de reconstruction de l'échangeur», explique au Devoir André Lazure, du service des communications de la ville. M. Lazure ajoute qu'une partie de la portion sud du Chemin Remembrance sera bientôt fermée à la circulation automobile. Pour le reste, rien n'est encore décidé concernant le chemin aux proportions aurotoutières et les environs de la maison Smith, la vieille résidence transformée en centre d'accueil des visiteurs du précieux parc.

Des solutions pour soigner ces blessures urbaines, les fonction-

naires en trouveront tout un tas dont s'inspirer au sein même de la maison. Il s'agit de travaux d'étudiants de l'École d'architecture du paysage de l'Université de Montréal exposés sous forme de grands panneaux didactiques.

Toutes les idées envisagent de réduire radicalement la circulation automobile. Toutes veulent revégétaliser le secteur en réduisant au maximum ses immenses stationnements. Bref, toutes s'orientent vers un retour aux sources dans le respect du projet du génial Frederick Law Olmstead, concepteur du parc du mont Royal au XIX<sup>e</sup> siècle.

«Le cadre théorique orientait les propositions concrètes: il fallait respecter les principes du développement durable, renouer avec les propositions d'Olmstead et favoriser les fonctions d'agrément au sein du parc», explique l'architecte paysagiste Wendy Graham. Rattachée à la direction des grands parcs et de la nature de la Ville de Montréal, elle a codirigé le projet d'étude de l'automne dernier.

D'importants travaux ont transformé la montagne au cours des deux dernières décennies. Le secteur du lac aux

Castors achève sa transformation, la grande croix lumineuse est restaurée, l'échangeur du Parc-des Pins a disparu et l'entrée par la rue Peel sera bientôt reconfigurée.

«La présence et même la dominance des voitures du parc sont aujourd'hui disproportionnées», note la mise en contexte du professeur Peter Jacobs remise à ses étudiants. La circulation autoroutière à travers la montagne semble avoir été conçue afin d'aplatir un obstacle à la circulation urbaine plutôt que d'amener les intéressés à une destination verte.

### Propositions radicales

Certains architectes en herbe optent pour des propositions radicales. Justine Desbiens envisage carrément d'éliminer la circulation de transit en interdisant la voie Camilien-Houde aux automobiles. Elle serait réservée aux autobus, aux vélos et aux piétons. Dans sa vision, les stationnements disparaissent presque entièrement. Virginie Carignan et Audrey Clermont permettent aux voitures de circuler d'est en ouest et aux navettes d'autobus d'y rouler dans les deux directions. D'autres prévoient un tramway sur la montagne.

L'équipe Gaudry/Rouette se démarque en plantant un verger en lieu et place de l'un des stationnements. Toutes les propositions maximisent la renaturation des alentours de la maison Smith, le plus souvent à l'aide d'essences autochtones, des érables et des frênes, par exemple. Cer-

taines idées enfouissent l'échangeur ouest pour relier le parc Summit au mont Royal. Pourquoi pas?

Quelle solution inspirera la ville? Rien n'est encore figé, selon Mme Graham, qui refuse aussi de dévoiler sa préférence personnelle. «Les projets demeurent à l'état de la planification et on ne peut même pas fixer d'échéancier», dit-elle. Chose certaine, on ne pourra retarder éternellement le remplacement de l'échangeur Remembrance qui achève sa vie utile.

L'exposition de ces travaux récents accompagne une sélection de panneaux sur l'histoire du parc. On y apprend qu'il y a 150 ans, il a fallu abattre quelques gros arbres pour en sauver beaucoup d'autres. En 1859, un certain M. Lamothe, propriétaire d'un terrain dans l'axe de la rue Peel, abattit de gros feuillus sur les flancs du mont Royal pour en faire du bois de chauffage. L'affront sylvicole stimula les partisans de la création d'un parc pour protéger toute la montagne. Les expropriations et les travaux qui débutèrent en 1872 nécessitèrent un million de dollars, une petite fortune empruntée à l'époque par la ville.

A lui seul, l'achat des 16 grandes propriétés occupant des espaces convoités coûtèrent 350 000 \$. Aujourd'hui, au milieu du parc créé par le génial Frederick Law Olmstead, il ne reste que la maison Smith et ses affreux grands stationnements...

Le Devoir

## EN BREF

### Version finale

Au terme de plusieurs années de travail et de discussions, le plan de protection et de mise en valeur du mont Royal sera finalement adopté par le conseil d'agglomération jeudi prochain. Accompagnée de Claude Corbo, président de la Table de concertation du mont Royal, la responsable des grands parcs au comité exécutif, Helen Fotopulos, a présenté hier la version finale du plan de protection. À la lumière des consultations menées par l'Office de consultation publique de Montréal au cours de la dernière année, la Ville a apporté certaines précisions au document initial rendu public en janvier 2008. Ces modifications touchent notamment le développement immobilier, la protection des bâtiments d'intérêt patrimonial et la création d'un parc sur les flancs du troisième sommet. Le plan protège mieux le mont Royal, mais pas complètement, et les citoyens devront continuer à se montrer vigilants à l'égard des projets de dévelop-

pement des promoteurs immobiliers et des institutions présentes sur la montagne, a prévenu Sylvie Guilbault, directrice générale des Amis de la montagne. — Le Devoir

### Remplacés

À la surprise de plusieurs, Jocelyn Dupuis et Jean Lavallée, respectivement ex-directeur général et ex-président de la FTQ-construction, faisaient partie, jusqu'à jeudi, du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Le Devoir en avait fait état la semaine dernière. Les comptes de dépenses gonflés de M. Dupuis ont fait scandale, alors que des enquêtes policières sur ses liens présumés avec le crime organisé ont défrayé la manchette. Le ministre du Travail, David Whissell, a toutefois indiqué que les deux ont été remplacés. Les nouveaux représentants de la FTQ-construction, Richard Goyette et Yves Mercure, sont entrés en fonction jeudi. — Le Devoir

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

Nous restaurons tout...  
sauf les cœurs brisés!

M O N S I E U R  
F I X I T  
DEPUIS 1953

514 484-8332  
www.themrfixit.com  
4652, boul. Décarie, Montréal

## TABLE RONDE

**La coopération internationale et le développement durable: le rôle des entreprises et ONG canadiennes dans les pays du Sud**

Le jeudi 30 avril 2009  
17 h à 19 h

Cœur des sciences (CO-R700)  
175, avenue du Président-Kennedy  
Place-des-Arts

ENTRÉE LIBRE

Inscriptions  
www.crsdd.uqam.ca

Cet événement est organisé par la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et la Chaire de gestion de projet.

À 19 h, lancement du livre «Le partenariat en coopération internationale: Paradoxe ou compromis?» écrit par Olga Navarro-Flores de l'ESG UQAM

ESG UQAM

**AirMax**  
**Géothermie**

Climatisation - Thermopompe - Géothermie  
La référence au Québec depuis 1989

Montréal : 514 732-6177  
Rive-Sud : 450 635-6177  
www.air-max.ca

**Sophie**  
**DOWNS**

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630  
VIEUX-MONTRÉAL

## ACTUALITÉS

## ENVIRONNEMENT

## La Californie continue de donner l'exemple

LOUIS-GILLES  
FRANCŒUR

Le California Air Resources Board (CARB) a adopté jeudi soir la première norme visant à réduire l'intensité du carbone présent dans les combustibles utilisés par son parc automobile, malgré l'opposition des producteurs d'éthanol et les craintes des exploitants des sables bitumineux canadiens et étasuniens.

En vertu des nouvelles normes du *Low Carbon Fuel Standard* (LCFS), qui entreront en vigueur dès 2011, les producteurs de combustibles devront réduire en 2020 d'au moins 10 % l'intensité en carbone de leurs produits.

Le CARB a fixé à 96 grammes de carbone par mégajoule d'énergie la norme de 2011, qui devra évoluer jusqu'à atteindre une réduction de 10 % neuf ans plus tard. Et cette réduction englobera la totalité des émissions, de l'extraction du sous-sol jusqu'au tuyau d'échappement en passant par sa transformation industrielle.

Le débat a été d'autant plus féroce devant le CARB que l'analyse du cycle de vie exigée pour l'éthanol impose à ce combustible une pénalité de 37 grammes par mégajoule pour tenir compte des répercussions de la déforestation, qui prive en permanence la planète de «puits» de GES au profit des champs où on cultive le maïs et autres plantes utilisées pour ce combustible.

Quant aux pétrolières canadiennes qui exploitent les sables bitumineux, elles craignent non pas tant l'application de cette norme en Californie, où leurs produits sont peu présents, que son effet d'entraînement sur d'autres États plus près du Canada et, surtout, sur la loi Markey-Waxman, qui fait l'objet de discussions intenses depuis quelques jours au Congrès des États-Unis.

Par ce projet de loi, les deux représentants proposent de plafonner les émissions globales de

leur pays et de gérer les émissions grâce à un marché d'échanges de crédits lié au marché international du protocole de Kyoto.

Déjà, la Californie utilise cette idée, car les producteurs qui devront satisfaire à sa norme LCFS pourront acheter des crédits d'émissions sur le marché international s'ils n'ont pas atteint le niveau de rendement exigé de leur produit.

Le resserrement des normes de l'autre côté de la frontière a d'ailleurs incité cette semaine le premier ministre de Saskatchewan, Brad Wall, à renier son engagement électoral de réduire de 32 % les émissions de sa province d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 2004.

Le premier ministre Wall règle plutôt son pas sur celui de Steven Harper, soit une réduction de 20 % d'ici 2020 par rapport au niveau de 2006. C'est précisément cette dérobade dans le dossier du climat qui a fait du Canada le cancre environnemental des pays de l'OCDE.

Selon le Saskatchewan News Network, l'impact des normes promises en campagne électorale serait trop grand pour l'économie de la province aux yeux du premier ministre Wall. Le Canada devrait alors envisager de faire consommer le pétrole des sables bitumineux par son marché interne, en particulier dans l'est du pays, qui importe présentement du pétrole étranger mais moins polluant, quitte à exporter en priorité le brut léger encore abondant dans l'Ouest canadien parce qu'il satisfait plus facilement aux exigences étasuniennes ou internationales.

Les écologistes québécois sont fortement opposés à l'idée de consommer le pétrole des sables bitumineux et réclament de Québec une loi pour interdire son usage par les pétrolières présentes au Québec.

Le Devoir

## Procréation assistée

## La Cour suprême décidera qui de Québec ou d'Ottawa peut légiférer

Il faudra environ le temps d'une grossesse avant de savoir si la Cour suprême du Canada invalidera la loi fédérale sur la procréation assistée. Si Québec gagne sa cause, entendue hier, il reviendra à chaque province de baliser ce secteur.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La Cour suprême du Canada a pris en délibéré hier la cause opposant Québec au gouvernement fédéral, à savoir qui des deux a le droit de réglementer les cliniques de fertilité au pays. Rappelant qu'au moins une occasion, en 2006, 12 embryons avaient été implantés d'un coup dans l'utérus d'une femme, les avocats d'Ottawa ont soutenu que cette médecine avait besoin d'encaissement. Québec, au contraire, estime que le milieu agit de manière professionnelle et que rien ne sert d'en criminaliser certaines pratiques.

La quarantaine d'auditeurs présents à l'audience démontre à quel point cette cause est suivie par le milieu médical. Les dirigeants de l'Agence Procréation assistée Canada, qui a le mandat de faire appliquer la loi fédérale, laquelle se trouve en suspens avec cette cause, étaient dans la salle. La présidente Elinor Wilson et le président du conseil d'administration John Hamm n'ont pas voulu émettre de commentaires.

Il existe 28 cliniques de fertilité au pays, dont quatre au Québec. Les avocats fédéraux, qui défendent la loi adoptée en 2004, ont fait valoir hier qu'il était légitime de criminaliser certaines pratiques au nom de la morale et de l'éthique. D'ailleurs, Ottawa utilise déjà son Code criminel pour mettre de l'ordre dans des domaines provinciaux.

*«Je ne peux pas imaginer qu'on puisse régir la sécurité des casques protecteurs de hockey et qu'on ne puisse pas le faire pour*



ARCHIVES REUTERS

Les naissances multiples induites par la fécondation *in vitro* sont relativement rares au Canada.

le sperme, les ovules et les embryons qui servent à créer un être humain. Ça dépasse mon entendement», a lancé l'avocat René LeBlanc. Ottawa réglemente déjà le sperme et son autorité n'a jamais été contestée. «On étend cette règle aux ovules et aux embryons.»

Son collègue Peter Hogg a donné des munitions à l'adversaire en déclarant: «Oui, cela pourrait être entièrement réglementé par les provinces, mais nous estimons que cela doit être régi par un régime national unifié [...] de manière à éviter les variations de standards.»

Accepter ce dernier argument signifie que «le Parlement pourrait élargir ses compétences à volonté», a lancé le juge Louis LeBel. La juge Marie Deschamps a fait remarquer que les médecins étaient continuellement confrontés à des questions éthiques dans leur pra-

tique et qu'Ottawa ne s'en mêlait pas chaque fois pour autant.

## La procréation assistée, une bonne chose

Du côté de Québec, on a fait valoir que l'éthique n'est qu'un prétexte pour se mêler de ce qui ne le regarde pas. Car enfin, a fait valoir l'avocate Jocelyne Provost, peut-on vraiment criminaliser quelque chose de bon?

«On est tellement pour l'amélioration de ces traitements qu'on demande aux provinces de l'ajouter à leur panier de services!», a-t-elle fait remarquer. «Il faut arrêter de voir des choses horribles là où il n'y en a pas.»

L'avocate a elle aussi été prise à partie par les neuf magistrats. Les juges Morris Fish et Louise Charron ont mis en doute l'idée que le fédéral n'avait pas le droit de limiter des pratiques si elles ne heurtaient que

le sens éthique.

Le président de la Société de fertilité et d'andrologie du Canada et cofondateur de la clinique OVO, François Bissonnette, a dû expliquer après les audiences comment il pouvait prétendre que la pratique médicale en procréation assistée au Canada était impeccable s'il y avait eu au moins une occasion où 12 embryons avaient été implantés.

«On sait que certaines femmes auront un taux d'implantation qui justifie un plus grand nombre d'embryons», a-t-il répondu. Selon lui, les grossesses multiples observées ne sont pas attribuables à ces cas extrêmes. Au Canada, 2,7 % des grossesses induites par fécondation *in vitro* se traduisent par la naissance de triplets ou de quadruplés.

Le Devoir

## EN BREF

## La loi s'applique aussi aux mines

La Cour fédérale a émis une ordonnance hier à l'endroit du gouvernement Harper lui intimant de publier dans l'Inventaire national des rejets polluants (INRP) les types et les volumes de déchets produits par l'industrie minière depuis 2006. Depuis 16 ans, Ottawa cache les rejets de ce secteur à l'origine de rejets toxiques importants. Le gouvernement fédéral a été poursuivi par trois groupes écologistes, Great Lakes United, Mining Watch Canada et EcoJustice, qui ont

soutenu avec succès que le ministre fédéral de l'Environnement ne respectait pas la loi en soustrayant le secteur minier aux exigences de rapport de l'INRP. L'inventaire national est intégré aux deux ans à celui de toute l'Amérique du Nord en vertu des mécanismes prévus au traité subsidiaire sur l'environnement dans l'ALENA. Depuis 1998, les États-Unis publient le bilan de leurs rejets miniers. On y apprend qu'en 2005, 72 mines ont rejeté 500 millions de kilos de déchets miniers, ce qui correspond à 27 % de la pollution industrielle totale. — *Le Devoir*

Le Devoir

## Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard  
A v o c a t

Vieux-Montréal

514.861.0469

**L'Artisan du Store**

**\*50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE**

**\*BOIS ou P.V.C. Stores sur mesure**

- horizontaux • verticaux
- Opaque ou solaire
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Persiennes • Sojhi

**Fabriqués au Québec**

**Service à Domicile gratuit**

Région de Québec  
418 654-8677

Région de Trois Rivières  
819 696-8677

Région de Montréal  
514 231-8677

**DÉCOR CLAUDE BOUCHARD**  
2362, Beaubien E. Montréal  
RIDEAU • COUVRE-LIT • TRINGLE  
TAPIS • CARPETTE • PRÉLART

Une trentaine de programmes  
Plus de 400 cours dans 80 disciplines  
85 % des cours sur Internet

**Formation à distance**

Quebec

Administration  
Affaires électorales  
Agriculture  
Alimentation  
Anthropologie

Communication  
Diversité culturelle  
Gérontologie  
Gestion  
Horticulture

Informatique  
Philosophie  
Science politique  
Sciences des religions  
Théologie

Inscrivez-vous avant le 14 août pour la session d'automne 2009.

418 656-3202  
1 877 785-2825, poste 3202  
www.distance.ulaval.ca

**UNIVERSITÉ LAVAL**

**LES CHARMES EUROPÉENS**  
avec la promo Réservez tôt

**RÉSERVEZ VOS VACANCES AVANT LE 30 AVRIL 2009**

OBTENEZ UNE REMISE DE 1 % EN DOLLARS CAA-QUÉBEC

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE CROISIÈRE SUR LE DANUBE

VALEUR DE 8 500 \$  
Voyez les détails sur caaquebec.com/Reve

## EUROPE

AUTRICHE - VIENNE  
FORFAIT VILLE  
FLEMING'S HOTEL 4\*

Vol, hébergement, petits-déjeuners, une passe d'autobus touristique pour une journée et transferts

Départs 31 mai, 7 et 14 juin | 8 jours/7 nuits 1389\$

ITALIE - AGROPOLI  
FORFAIT BALNÉAIRE  
HOTEL MARE 3\*

Vol, hébergement, 3 repas par jour, 1/4 de litre de vin maison avec le dîner et le souper et transferts

Départs 21, 28 mai, 4, 11 et 18 juin | 8 jours/7 nuits 1399\$

FRANCE - NICE  
FORFAIT BALNÉAIRE  
HÔTEL MERCURE CENTRE NOTRE-DAME 4\*

Vol, hébergement, petits-déjeuners, bouteille de vin, thé et café dans la chambre et transferts

Départs 4, 11, 18 et 25 juin | 8 jours/7 nuits 1399\$

FRANCE - BORDEAUX  
FORFAIT VILLE + EXCURSIONS\*  
BORDEAUX ET SES VIGNOBLES

Vol, hébergement, visite de la ville à pied, 2 excursions, dégustation vins et fromages, cuisinette équipée.

Départ 7 septembre | 8 jours/7 nuits 1399\$

## VACANCES transat

GRÈCE ET TURQUIE  
CROISIÈRE DANS LES ÎLES ET CIRCUIT VOYAGE OLYMPIEN

Vol, 7 nuits de croisière îles grecques et Turquie, circuit classique de 3 nuits en autocar, 4 nuits à Athènes et transferts | 30 repas

Départs 21, 28 mai, 4 et 11 juin | 16 jours/14 nuits 2599\$

Partez confiant. Revenez heureux.

CAA Voyages

1 888 672-7839

www.caaquebec.com

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double, incluant les taxes et rabais applicables. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 25 au 27 avril 2009, sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. \* Transferts non-inclus, prix valide pour l'option 3. Hébergement: transferts non-inclus. # Prix valide pour l'option spéciale, croisière en cabine intérieure. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Europe et Italie + Espagne + Grèce 2009-2010 de Vacances Transat. Voies effectuées sur les ailes d'Air Transat. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 82521). Ses bureaux sont situés au 300, rue Lacombe, bureau 500, Montréal (Québec) H2X 4C2. Réservez vos vacances avant le 30 avril 2009, offre réservée aux membres CAA-Québec, certaines conditions s'appliquent. \* Le concours se déroule du 1<sup>er</sup> février au 30 avril 2009. Le grand prix d'une valeur totale de 8 500 \$ consiste en une croisière de 7 nuits, du 4 au 11 octobre 2010, à bord du MS Amacello en cabine E pour 2 personnes. Afin de recevoir son prix le gagnant devra répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Pour tous les détails et les règlements du concours veuillez consulter le www.caaquebec.com/Reve, aucun achat requis. Voyages CAA-Québec est titulaire d'un permis du Québec.

Prix excluant le 3,50 \$/1 000 \$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

# LE MONDE

## Des kamikazes frappent de nouveau les pèlerins chiites à Bagdad

SALAM FARAJ

Bagdad — Au moins 58 personnes ont été tuées hier par deux femmes kamikazes près d'un haut lieu du chiisme à Bagdad, nouveau signe que l'Irak plonge de nouveau dans la violence aveugle à neuf semaines du retrait prévu des troupes américaines des villes.

Le double attentat a fait au moins 125 blessés vers midi, peu avant le début de la grande prière du vendredi, alors que des fidèles se rendaient au mausolée de l'imam Moussa al-Kadhim, à Kazimiyah, dans le nord de Bagdad.

Les deux explosions ont eu lieu près d'un groupe de pèlerins iraniens et sur un marché à proximité, selon un blessé admis dans un hôpital du quartier.

«Selon nos chiffres, 58 personnes ont été tuées, dont 20 pèlerins iraniens, et 125 ont été blessées, dont 80 Iraniens», a déclaré un responsable du ministère de la Défense.

Un responsable de l'Intérieur a précisé que les deux kamikazes étaient des femmes et parlé de 60 morts, dont 25 Iraniens. Il a par ailleurs confirmé le nombre de blessés.

### Lieux saints

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière à Bagdad depuis mars 2008 et le second attentat frappant en 24 heures des pèlerins iraniens, qui viennent par centaines de milliers chaque année visiter les lieux saints du chiisme en Irak.

Ces derniers mois, les groupes insurgés avaient surtout pris pour cible les forces irakiennes et les milices anti-al-Qaïda alliées.

Qassem Zada, un Iranien de Téhéran âgé de 62 ans, visitait pour la seconde fois le mausolée avec son épouse.

«Je n'étais qu'à quelques mètres de l'explosion et j'ignore ce qui s'est passé», a-t-il dit, le torse et la jambe atteints et les vêtements en sang.

Un responsable de l'hôpital a précisé qu'un bébé de quatre mois avait été blessé et que toute sa famille avait péri dans l'attentat.

A Jalaula, à l'est de Baqouba, au nord-est de Bagdad, un civil a été tué et 26 personnes ont été blessées, dont six policiers, dans un attentat à la voiture piégée contre une patrouille de police, ont annoncé les services de sécurité de Baqouba.

Depuis début avril, plus de 250 personnes sont



THAHER AL-SUDANI REUTERS

Des résidents du quartier ont allumé des chandelles près du site de l'attentat.

mortes et près de 650 ont été blessées, confirmant le regain de violences observé depuis février.

Jeudi a été la journée la plus sanglante depuis plus d'un an avec la mort d'au moins 87 personnes dans trois attentats suicide.

Un kamikaze s'est fait exploser dans un restaurant de Mouqaddiyah, à une centaine de kilomètres au nord de Bagdad, tuant au moins 56 personnes, dont 52 pèlerins iraniens, en blessant 63 autres, dans l'attentat le plus meurtrier depuis le début de l'année en Irak.

Enfin, dans l'est de Bagdad, 28 personnes ont péri quand une kamikaze vêtue de la traditionnelle abaya noire s'est mêlée à des femmes et des

enfants rassemblés pour une distribution de nourriture de la police. L'attentat a fait également 52 blessés.

Les Irakiens se montraient hier plus prudents sur l'arrestation annoncée la veille d'Abou Omar al-Bagdadi, chef présumé d'al-Qaïda en Irak.

«L'enquête se poursuit. Je ne peux pas en dire plus à ce stade», a déclaré le porte-parole militaire de Bagdad, le général Qassem Atta, qui avait annoncé jeudi sa capture.

Sa mort ou son arrestation ont été annoncées à plusieurs reprises dans le passé et le Pentagone n'a pas voulu confirmer sa capture.

Agence France-Presse

## Paludisme: des progrès, mais l'ennemi est tenace

CLAUDE LÉVESQUE

Le paludisme (également appelé malaria) continue de tuer plus d'un million de personnes et d'en infecter des centaines de millions chaque année, mais il n'est plus la maladie négligée qu'il a longtemps été.

Depuis une demi-douzaine d'années, le nombre de décès dus au paludisme aurait diminué dans des proportions variant entre 40 et 70 % dans certains pays d'Afrique, et la maladie serait même presque complètement éradiquée dans l'île de Zanzibar, a soutenu jeudi Michel Kazatchkine, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dans une entrevue téléphonique.

Créé en 2002, le Fonds est l'institution financière par laquelle transite la majeure partie des ressources consacrées à la lutte contre les trois maladies qui tuent le plus de gens dans les pays en développement. Il est financé à 90 % par les États les plus riches et à 10 % par le secteur privé.

Le Fonds est actuellement à la recherche de quatre milliards de dollars afin de financer les programmes qu'il a déjà approuvés. «Le Fonds fonctionne selon un principe différent des agences d'aide traditionnelles», a expliqué Michel Kazatchkine, qui est de passage au Canada cette semaine. Le financement est distribué à des pays qui mettent en œuvre les programmes qu'ils ont eux-mêmes proposés, si ceux-ci sont jugés pertinents par un comité scientifique indépendant.

Des programmes totalisant quelque 13,5 milliards ont ainsi été approuvés par le Fonds pour l'actuel cycle budgétaire de trois ans, alors que les sommes promises par les pays donateurs et les agences qui l'alimentent ne s'élèvent qu'à 9,5 milliards. «Quatre milliards, c'est minime comparé à ce qu'on a versé pour aider les banques», a noté M. Kazatchkine.

Ce dernier n'a pas caché qu'il est venu demander au Canada, huitième bailleur de fonds en importance et «pays traditionnellement engagé dans les questions de santé et de développement», d'augmenter sa contribution et de plaider auprès de ses partenaires du G-8 et du G-20 pour qu'ils en fassent autant.

La ministre de la Coopération internationale, Beverley Oda, qui rencontrait M. Kazatchkine jeudi, a confirmé dans un communiqué l'engagement du Canada de contribuer au Fonds à la hauteur de 450 millions au cours de la période 2008-2010.

Selon M. Kazatchkine, le Canada verse à l'organisme qu'il dirige à peu près la même fraction de son budget d'aide étrangère que les autres pays développés. Le hic, c'est que l'enveloppe totale d'aide au développement du Canada demeure inférieure à celle de certains pays d'Europe du Nord, qui ont atteint la fameuse cible de 0,7 % de leur produit intérieur brut.

Le Fonds de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est le principal acheteur de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de médicaments antipaludéens, les deux principales armes utilisées contre le paludisme, une maladie transmise par les moustiques. L'organisme a déjà distribué quelque 70 millions de moustiquaires dans les pays les plus touchés.

Les progrès observés dans la lutte contre le paludisme sont attribuables à une série d'initiatives lancées vers la fin des années 1990 et au début du nouveau siècle, à une époque où le sida avait tendance à monopoliser toute l'attention.

En 1998, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unicef et la Banque mondiale ont lancé, avec divers acteurs gouvernementaux et privés, un partenariat appelé «Faire reculer le paludisme» (RBM), afin de définir une stratégie, laquelle a été entérinée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2000 et intégrée à ce qu'il est convenu d'appeler les Objectifs de développement du millénaire.

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, aujourd'hui, l'Unicef et RMB ont publié un rapport qui fait état des progrès accomplis mais qui rappelle que le paludisme tue au moins 800 000 enfants de moins de cinq ans chaque année en Afrique subsaharienne.

Le Devoir

### EN BREF

#### Alerte à Washington

Washington — Le président américain, Barack Obama, a été brièvement placé à l'abri hier après qu'un avion non identifié est entré dans l'espace aérien de la Maison-Blanche et du Capitole, siège du Congrès, a indiqué son porte-parole Robert Gibbs. «Le président a été brièvement déplacé par mesure de précaution, tout comme le vice-président», a indiqué M. Gibbs, ajoutant que c'était la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, en janvier, qu'il entendait que de telles mesures étaient prises. L'alerte a duré environ 10 minutes, selon le Secret Service, qui assure la protection des personnalités publiques. Elle a pris fin lorsque les autorités ont réussi à établir un contact radio avec le pilote de l'avion, un Piper Cub. Deux avions de chasse et deux hélicoptères des garde-côtes ont intercepté et escorté celui-ci jusqu'à un aéroport situé au sud de Washington, avant que le pilote ne soit remis entre les mains de la police locale — AFP

#### G-8 dans les Abruzzes: un défi logistique

Paris — La France n'a pas encore été informée par Silvio Berlusconi de son projet de déplacement du prochain sommet du G8 (initialement prévu en Sardaigne) dans la région sinistrée des Abruzzes et estime que, s'il se confirmait, il nécessiterait une réduction de la taille des délégations. De source proche de l'Elysée, on a indiqué hier que le président du Conseil italien n'avait pas encore appelé Nicolas Sarkozy pour lui faire part de ce projet, dévoilé jeudi. On estime qu'une décision finale devrait être prise lors de la réunion des «sherpas» du G8 prévue le 4 et 5 mai à Rome. «En termes logistiques, c'est un défi à relever parce qu'un sommet comme celui-là, c'est jusqu'à 25 000 personnes mobilisées» à la fois côté italien et dans les délégations nationales, a-t-on indiqué de même source. «Il faudra sans doute réduire la taille des délégations dans tous les domaines.» — Reuters

#### Le Pentagone va publier «des centaines» de photos

Washington — Le Pentagone va prochainement rendre publiques «des centaines» de photos montrant des services pratiqués par le personnel américain dans des prisons en Irak et en Afghanistan sous l'administration Bush, a indiqué hier un responsable de défense américain. À la suite d'une action en justice intentée par l'association américaine de défense des libertés ACLU, en 2004, le département de la Défense a autorisé que ces photos soient diffusées avant le 28 mai, a confirmé un porte-parole du Pentagone. L'expert juridique de l'ACLU, Amrit Singh, a déclaré jeudi que «ces photographies donnaient une preuve visuelle que les services pratiqués sur les prisonniers par le personnel américain n'étaient pas isolés mais largement répandus, bien au-delà des murs de [la prison] d'Abou Ghraïb». — AFP

### Afrique du Sud

## L'ANC fait la fête et conforte sa majorité

JUSTINE GERARDY

Pretoria — Des milliers de partisans du tribun zoulou Jacob Zuma, assuré de son sacre à la présidence de l'Afrique du Sud avec une confortable majorité, fêtaient hier soir la victoire aux élections du 22 avril, dont les résultats définitifs se faisaient attendre.

Les résultats partiels plaçaient le Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis les premières élections multiraciales de 1994, autour des deux tiers des suffrages.

L'ancien mouvement de lutte contre l'apartheid a recueilli 66,3 % des suffrages sur les bulletins dépouillés à 16h GMT (70 % des inscrits), soit plus de dix millions de voix, a indiqué la Commission électorale.

«Nous avons sans conteste possible reçu le mandat du peuple», a déclaré la porte-parole de l'ANC, Jesse Duarte. Avec dix millions de voix, le message est clair. Il n'est pas question de revenir en arrière.

Les résultats définitifs officiels ne seront pas annoncés avant aujourd'hui, pour des raisons de procédure, la Commission ayant précisé devoir auparavant lever toutes les objections formulées devant elle.

L'opposition se cristallisait autour de deux partis, l'Alliance démocratique (DA), issue de l'ex-opposition blanche au système raciste (16 %), et le Congrès du peuple (Cope), formé en décembre par des dissidents de l'ANC après la démission forcée de l'ex-président Thabo Mbeki (8 %).

Au sud de Johannesburg, la fête battait son plein. «Zuma à Pretoria», chantaient en zoulou des supporters impatients. Le populaire chef de l'ANC devait prononcer un discours dans la soirée.

Le nouveau Parlement élira le président de la République en session extraordinaire le 6 mai. Zuma devrait prêter serment à Pretoria le 9.



SIPHIWE SIBEKOLE REUTERS

Célébrations à Johannesburg

La presse n'a pas attendu pour saluer à l'unanimité le «raz-de-marée» ANC. Le parti a «confirmé l'ampleur de son soutien malgré de nombreux défis de la campagne», soulignait le quotidien The Times.

Outre l'apparition du Cope, le parti a dû batailler contre les doutes sur l'intégrité de Zuma, qui a bénéficié in extremis d'un abandon de poursuites pour corruption à son encontre.

«Jacob Zuma et l'ANC ont mené une campagne brillante et réussi à faire passer les élections de 2009 pour un duel entre les riches noirs et blancs d'un côté, et la grande majorité des pauvres noirs de l'autre», analysait l'hebdomadaire Mail and Guardian.

Zuma, orphelin de père et fils d'une femme de ménage, «a fait en sorte de s'identifier à la marginalisation des pauvres», poursuivait le journal. Mais, attention, «ils se retourneront contre lui s'il échoue à répondre aux attentes».

L'Afrique du Sud est la première économie du continent,

mais plus de 43 % de sa population vit sous le seuil de la pauvreté et le chômage frôle les 40 %. Des statistiques susceptibles d'empêcher alors que le pays entre en récession pour la première fois depuis 17 ans.

Autres fléaux: 50 homicides sont recensés quotidiennement et le pays compte le plus grand nombre de séropositifs au monde: 5,5 de ses 48 millions d'habitants.

«Le plus grand défi pour Zuma réside dans les espoirs de la classe ouvrière et des pauvres, qui sont en grande partie derrière le phénomène Zuma», renchérisait l'analyste Aubrey Matshiqi, dans le quotidien The Star.

«Ces électeurs ont [...] l'espoir d'être sauvés par Zuma, un homme à qui ils ont donné leur soutien parce qu'il a la même origine qu'eux, poursuivait le chercheur. Mais la réalité est que l'État post-apartheid n'est pas en mesure de répondre à leurs aspirations dans un futur proche.»

Agence France-Presse

## Medvedev limoge le chef du renseignement militaire

Moscou — Le chef du renseignement militaire russe (GRU), l'un des plus puissants services secrets du pays, a été limogé hier par le président Dmitri Medvedev, après s'être opposé à une réforme de l'armée qui prévoit d'importantes réductions d'effectifs.

Le général Valentin Korabelnikov est limogé de son poste et de l'armée, est-il écrit dans un décret présidentiel sans plus de détails. Le général Alexandre Chliakhtourou a été nommé à la tête du GRU en vertu du même décret.

Selon une source au sein du GRU citée par l'agence RIA-Novosti, le général Korabelnikov a présenté lui-même sa démission par écrit pour protester contre le démantèlement de brigades qu'il juge hautement efficaces.

La suppression de la 67<sup>e</sup> brigade du GRU de Berdsk, dans la région de Novossibirsk (Sibérie), a entraîné des manifestations inédites en mars, des membres de cette unité d'élite étant alors sortis dans la rue pour réclamer la démission du ministre de la Défense.

Agence France-Presse

## LE MONDE

Lutte sans merci entre l'armée et les rebelles srilankais

## «Les deux côtés nous tirent dessus», confie un vieillard

NICOLAS REVISE

Puttumatalan — Le village côtier de Puttumatalan, dans le nord-est du Sri Lanka, se trouve à la lisière de la zone de guerre où l'armée gouvernementale accule les Tigres tamouls et d'où l'on entend le vacarme des tirs de mortier. «C'est la nouvelle ligne de front», montre un responsable militaire à des journalistes étrangers emmenés pour la première fois sur place par l'armée, qui veut ainsi apporter la preuve de son avancée décisive dans une région jusqu'à présent strictement interdite à la presse.

À un ou deux kilomètres au loin, de l'autre côté d'un lagon, retentissent les explosions et une épaisse fumée noire s'élève au-dessus de la jungle.

## Dernier carré

Un dernier carré de rebelles des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) sont coincés sur une mince bande côtière de

10 km<sup>2</sup>, explique le général Shavendra Silva, commandant de la 58<sup>e</sup> division de l'armée de terre srilankaise. D'après le gouvernement et l'armée, il reste 15 000 civils servant de «boucliers humains» aux Tigres. Ils sont 50 000 selon l'ONU.

Le responsable des questions humanitaires à l'ONU, John Holmes, sera aujourd'hui au Sri Lanka pour une mission de trois jours centrée sur la situation des civils pris dans la zone de combats du Nord-Est, a annoncé un porte-parole de l'ONU. Et le responsable des affaires humanitaires résidant au Sri Lanka, Neil Buhne, devait, lui, se rendre hier à Jaffna (nord).

Conduits en véhicules blindés vers Puttumatalan, depuis Kili-chochchi, l'ancienne «capitale» politique des Tigres, les journalistes ont découvert un paysage de désolation, témoin des terribles combats des dernières semaines: des centaines de maisons en ruine, autant de car-



DAVID GRAY REUTERS

La chute de Puttumatalan a déclenché un exode massif.

casses brûlées de véhicules, une végétation tropicale dévastée, quelques bovins, ovins et chiens errants, mais pas un seul villageois en vue le long des 70 km de route défoncée.

Le village portuaire de Puttumatalan était le dernier point de ravitaillement du LTTE, depuis la grande offensive lancée en jan-

vier dans le Nord-Est, au cours de laquelle les Tigres ont perdu, un à un, tous leurs fiefs. Poussés vers la côte, les rebelles ont fui ce bourg lundi, se privant ainsi de la possibilité d'être approvisionné par bateau.

La chute de Puttumatalan a surtout déclenché l'exode massif cette semaine de quelque

100 000 habitants tamouls.

«Le LTTE garde le reste des civils. C'est pour cela que nos troupes doivent avancer avec la plus grande prudence», explique le porte-parole des forces armées, le général Udaya Nayakkara.

Alors que les Tigres ont accusé l'armée d'avoir tué lundi plus

de 1000 civils dans des bombardements, le général l'assure: «Notre plus grand défi est de sauver les civils sans faire de victimes.»

Pourtant, «les deux camps nous tirent dessus», confie un vieillard, tout juste sorti de la zone du conflit et croisé sur la route de Puttumatalan en compagnie d'autres réfugiés exténués. Là, des soldats donnent devant les caméras quelques victuilles.

Impossible en revanche d'approcher les milliers de Tamouls qui dorment, s'alimentent et se lavent comme ils peuvent, en plein air dans des champs, sous la garde de militaires.

«Tous ces gens n'ont pas été inspectés. Il pourrait y avoir des kamikazes», pense un soldat. Adeptes des attentats suicide, les Tigres tamouls sont soupçonnés d'en avoir perpétré un lundi en plein exode de civils et qui avait fait 17 morts.

Agence France-Presse

LE POUVOIR  
DE FAIRE ÇA  
SIMPLE.TROIS SERVICES. UN SEUL APPEL.  
UNE SEULE INSTALLATION. UNE SEULE FACTURE.

TRIO

OFFRE

DÉTAILS

RABAIS DE  
**75\$\***  
À L'ABONNEMENT  
AU FORFAIT TRIO

- Forfait Trio à partir de 59,95 \$\*\* par mois
- Installation gratuite

LE  
POUVOIR  
INFINI

1 88-VIDEOTRON | 514 281-1711

Une compagnie de Quebecor Media

VIDEOTRON.COM

## VIDÉOTRON

ANJOU  
Galeries d'Anjou  
BROSSARD  
Mail Champlain  
Quartier Dix30  
GATINEAU  
Galeries de Hull  
GRANDY  
Les Galeries de Grandy  
LASALLE  
Correfour Angrignon  
LAVAL  
Correfour Laval  
LONGUEUIL  
Place Longueuil  
MONTREAL  
Centre Eaton  
Centre Rockland  
Complexe Desjardins  
Place Versailles  
POINTE-CLAIRE  
Fairview Pointe-Clare  
REPERTIGNY  
Galeries Rive-Nord  
ROSEMERE  
Place Rosemère  
SHERBROOKE  
Correfour de l'Estrie  
SAINT-BRUNO  
Promenades St-Bruno  
SAINT-LAURENT  
Place Vertu

## Le Super Club

BELLEVILLE  
250, boul. Sir-Wilfrid-Laurier  
BLAINVILLE  
8024, boul. Curé-Labelle  
BOUCHERVILLE  
455, boul. de Montagne  
BROSSARD  
8200, boul. Taschereau  
CHAMBLY  
1201, boul. de Périgny  
CHATEAUGUAY  
180, boul. d'Anjou  
GATINEAU  
210, chemin d'Aylmer  
355, boul. Greber  
GREENFIELD PARK  
3696, boul. Taschereau  
HULL  
28, boul. du Mont-Élieu  
JOLIETTE  
10, rue Pappin  
LACHENAIE  
277, montée des Pionniers  
LA PLAINE  
5333, boul. Laurier  
LASALLE  
7579, boul. Newman  
L'ASSOMPTION  
840, boul. de L'Ange-Gardien  
Nord  
LAVAL  
985, boul. d'Auteuil  
523, boul. Curé-Labelle  
150, boul. des Laurentides  
2151, boul. des Laurentides  
LAVALLÉE  
275, rue Saint-Antoine Nord  
LE GARDEUR  
515, boul. Lacombe  
LONGUEUIL  
2930, chemin Chamblay  
MASCOCHE  
1070, montée Masson  
MONTREAL  
2552, rue Beaubien Est  
6425, rue Beaubien Est  
1747, rue Fleury Est  
5632, boul. Henri-Bourassa  
Est  
9770, rue Lajeunesse  
3101, rue Masson  
8256, boul. Maurice-Duplessis  
1330, av. du Mont-Royal Est  
5253, av. du Parc  
4260, rue Sainte-Catherine Est  
305, rue Sherbrooke Ouest  
6112, rue Sherbrooke Ouest  
2535, av. Van Horne  
POINTE-AUX-TREMBLES  
12886, rue Sherbrooke Est  
REPERTIGNY  
100, boul. Brian  
ROSEMERE  
199, boul. Labelle  
SAINT-CONSTANT  
400, route 132  
SAINT-EUSTACHE  
354, boul. Arthur-Sauvé  
SAINT-HUBERT  
5245, boul. Cousineau  
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
400, boul. du Séminaire Nord  
239, boul. Saint-Luc  
SAINT-JEROME  
481, boul. des Laurentides  
1950, boul. Curé-Labelle  
SAINT-LEONARD  
4245, rue Jean-Talon Est  
SAINT-LIN-LAURENTIDES  
531, rue Saint-Louis  
SAINT-JULIE  
2033, rue Principale  
SHERBROOKE  
1010, boul. King Est  
68, boul. Jacques-Cartier Nord  
TERREBONNE  
882, boul. de Seigneurs  
TROIS-RIVIERES  
824, boul. Thibault  
VARENNES  
2020, boul. René-Gauthier  
VAUDREUIL-DORION  
585, av. Saint-Charles  
VERDUN  
5000, rue Wellington  
VICTORIAVILLE  
379, boul. Bois-Francis Sud

\*Cette offre d'une durée limitée s'adresse aux nouveaux clients résidentiels de Videotron. Le crédit de 75 \$ est conditionnel à un abonnement à 3 services parmi l'illco télé numérique, Internet par câble ou la téléphonie sans fil de Videotron. Cette offre est conditionnelle à un engagement de 12 mois sur l'ensemble des services. Les autres offres promotionnelles en cours ne sont pas applicables excepté l'offre de 50 \$ de rabais sur les terminaux l'illco pour les nouveaux clients de Videotron qui répondent également aux critères d'admission de cette offre. \*\* Le Trio à 59,95 \$ comprend l'illco télévision numérique service de base, Internet intermédiaire et la téléphonie par câble avec interurbains gratuits entre abonnés de la téléphonie résidentielle de Videotron. L'installation d'un Trio est gratuite. Cette offre d'une durée limitée s'adresse aux nouveaux clients résidentiels de Videotron et aux nouveaux clients du câble numérique qui s'abonnent à l'illco télé numérique. Internet par câble et la téléphonie par câble de Videotron avec un engagement de 12 mois. Des frais additionnels seront facturés pour l'utilisation excédentaire de la bande passante en fonction de l'accès Internet choisi. D'autres combinaisons de services sont également offertes. Localisation du modem multifonction incluse. Terminaux numériques en sus. L'engagement n'est pas transférable. Des pénalités s'appliquent en cas de résiliation d'engagement. Disponible à où la technologie le permet. L'installation des services supplémentaires est en sus. L'offre, les services et les conditions sont modifiables sans préavis. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

# ACTUALITÉS

## ARMÉE

SUITE DE LA PAGE 1

presque totalité des militaires qui s'enlèvent la vie ne le font toutefois pas sur le champ de bataille, mais à la maison.

Si la thèse du suicide se confirme, la mort de la major Mendes viendra gonfler le nombre des suicides dans l'armée, qui connaissent une nouvelle hausse depuis trois ans. L'ampleur de l'augmentation n'est toutefois pas claire, les chiffres des Forces canadiennes et ceux d'un chercheur de l'Université Laval se contredisant.

En février dernier, un document des Forces canadiennes soutenait que 7 soldats s'étaient enlevé la vie en 2006, 9 en 2007 et 13 en 2008. Ce dernier chiffre est le plus élevé depuis 1998. D'après l'armée, la moyenne depuis 15 ans est inférieure à dix suicides par année. La hausse serait donc légère.

L'armée exclut toutefois de son calcul les militaires de la réserve, dont plusieurs centaines ont été déployés en Afghanistan depuis le début de la mission à Kandahar, en 2006. L'armée affirme que ces statistiques sont impossibles à obtenir. Environ 14 % des 2800 soldats canadiens à Kandahar sont des réservistes.

Mais un chercheur de l'Université Laval, qui est également militaire de carrière, arrive à des chiffres différents. En utilisant des rapports de la police militaire obtenus grâce à la Loi d'accès à l'information, le major Michel Santori, qui fait un doctorat sur le suicide dans l'armée, conclut que le nombre de soldats à s'être enlevé la vie est plus élevé.

En 2006, 20 soldats se seraient enlevé la vie, alors qu'en 2007, le nombre bondirait à 36 militaires. Selon ses recherches, entre 1994 et 2007, en moyenne 16 soldats par année se sont suicidés. Michel Santori a dévoilé ses chiffres à la CBC l'an dernier. Il n'a pas été possible de le joindre hier.

Mais est-ce que ces chiffres sur le suicide dans l'armée sont complets, d'un côté comme de l'autre? Probablement pas, tranche le plus récent rapport de l'ombudsman des Forces canadiennes, Mary MacFadyen. En décembre, elle recommandait de créer une nouvelle base de données pour colliger les suicides et les tentatives de suicide chez les membres actuels et anciens des Forces canadiennes. «Si un suicide ou une tentative de suicide se déroule à l'extérieur d'un établissement militaire, l'incident fait l'objet d'une enquête civile et les Forces canadiennes ne sont pas toujours informées de la cause exacte du décès», peut-on lire.

Une chose est certaine, la mission en Afghanistan affecte la santé mentale des soldats. Les spécialistes ne sont donc pas étonnés de constater une hausse.

Des documents internes du ministère de la Défense obtenus par *Le Devoir* montrent que 4 % des soldats de retour de Kandahar éprouvent des tendances suicidaires, alors que 4,6 % ont des symptômes de dépression majeure. En tout, près de 15 % des soldats qui reviennent de Kandahar souffrent d'un problème de santé mentale. En nombre absolu, il s'agit de plus de 1200 soldats depuis 2006.

Depuis quelques années, le traitement des problèmes de santé mentale est devenu une priorité pour l'armée, qui a ouvert plusieurs centres d'aide à travers le pays. «On reconnaît que les soldats ont besoin de soins. L'Afghanistan, ce n'est pas un Club Med», explique au *Devoir* la lieutenant-colonel Suzie Rodrigue, chef de la pratique du service social au sein des Forces canadiennes. «On a mis en place beaucoup de ressources depuis quelques années et on encourage les soldats à demander de l'aide. On fait aussi plus d'évaluations médicales, avant et après le déploiement.»

Selon une toute nouvelle étude de l'Université du Manitoba, menée auprès de 8000 soldats encore actifs, ce n'est pas le fait de participer à un déploiement qui fait augmenter les risques de suicides, mais ce que le soldat vit lors de sa mission.

Par exemple, voir des atrocités (meurtres, blessures graves, etc.) ferait doubler les risques de vouloir s'enlever la vie. Des risques qui quadruplent chez ceux qui ont tué ou blessé quelqu'un, conclut cette étude de la chercheuse Shay-Lee Belik, dévoilé en février dernier. À l'opposé, ceux qui ne sortent jamais de la base de Kandahar ont peu de chances de souffrir de tendances suicidaires.

La mission en Afghanistan est différente des précédents mandats des Forces canadiennes, soutient Gregory Passey, qui a été psychiatre dans l'armée avant de se lancer dans la pratique privée à Vancouver. Il est aujourd'hui reconnu

comme l'un des meilleurs spécialistes des troubles psychologiques chez les soldats.

«Le Rwanda et les premières années de la Yougoslavie étaient très intenses, mais la période d'exposition aux atrocités a été assez courte, dit-il depuis son bureau où nous l'avons joint. L'Afghanistan, c'est violent pendant une longue période de temps. On est là depuis plusieurs années, et certains en sont à leur deuxième ou troisième tour.»

Cela impose un stress non seulement au soldat, mais aussi à la famille, ce qui peut aggraver les problèmes personnels des militaires. Par exemple, une rupture avec sa conjointe va miner le moral du soldat et ainsi contribuer à élever les risques de suicides. «C'est souvent une combinaison de facteurs, dit M. Passey. La mission a un lien parfois direct, en raison des atrocités, mais parfois un lien indirect. Chaque personne est un cas particulier.»

L'étude de l'Université du Manitoba ajoute que le passé de chaque personne — notamment les traumatismes de la jeunesse — pèserait même plus lourd que la participation à des combats.

Par exemple, si une personne a été battue par ses parents ou agressée sexuellement à l'adolescence, les risques de suicide augmentent rapidement. Les combats au front s'ajoutent alors aux traumatismes et cela devient parfois invivable.

*Le Devoir*



REUTERS

## Les Méchins en deuil

Les Méchins — Bouleversés par sa mort tragique en mission en Afghanistan, les proches de la soldate Karine Blais et les membres de la communauté des Méchins lui ont rendu un dernier hommage émouvant, hier.

«Je souhaite qu'il n'y ait plus de guerre sur cette planète», a lancé son parrain, Mario Blais, au terme de la cérémonie funéraire, exprimant ainsi un sentiment généralisé dans le petit village de la région du Bas-Saint-Laurent. Le conjoint de la cavalière Blais, Hugo Girard-Blanchet, a aussi livré un témoignage personnel empreint d'émotions devant plus de 700 personnes réunies dans l'église Saint-Édouard.

Elles avaient bravé un vent glacial pour saluer une dernière fois celle qui avait été leur rayon de soleil. «Tu as été mon premier amour, j'aurais souhaité que tu sois le dernier, merci pour tout, je ne t'oublierai jamais», a dit le jeune homme, défait.

En plus des membres de la famille, des collègues du 12<sup>e</sup> régiment blindé ont rendu hommage à la jeune femme. Karine Blais, 21 ans, a péri dans un attentat à la bombe artisanale le 13 avril dernier, au nord-ouest de Kandahar, deux semaines après son arrivée en sol afghan.

*La Presse canadienne*

## TROC

SUITE DE LA PAGE 1

d'obtenir du crédit des banques s'échangent les biens et services pour survivre.

L'homme d'affaires russe German Sterligov rêve même de faire du troc le système de substitution du capitalisme en crise. Fervent orthodoxe, multimillionnaire et partisan du retour à la terre comme aux valeurs traditionnelles, il vient de fonder le Centre anticrise de règlement et de marchandises, réseau de sociétés mixtes servant de base à la bourse du troc. Les partenaires y échangent du béton contre des appartements, des tracteurs contre du blé. En Russie, une trentaine de centres régionaux fonctionnent comme des franchises, et German Sterligov souhaite en ouvrir mille autres d'ici la fin de la décennie. Cinq bureaux existent à l'étranger, notamment à Londres et Bruxelles. Un autre verra bientôt le jour à Paris (voir *franc-alisa.ru*).

### Marchandise contre marchandise

Le troc est la forme d'échange la plus vieille du monde, pratiquée depuis la nuit des temps. Dans ce cadre, un bien en vaut un autre: un collier de perles appelle une hache, une poche de sel rapporte un tas de fourrures. Montréal a été fondée autour de cette primitive mécanique commerciale.

La monnaie simplifie la transaction à l'extrême en éliminant la contrainte fondamentale de la recherche du partenaire. Une marchandise (M) n'en appelle plus une autre: il suffit de passer par l'intermédiaire de l'argent (A) pour arriver à n'importe quel autre bien, selon le simplissime cycle d'échange M-A-M décrit dans *Le Capital*.

Karl Marx dit aussi que l'argent se transforme en capital quand l'acquisition de marchandise vise l'accroissement de la valeur. Aristote, déjà, appelait «chrématistique» la recherche de la richesse pour elle-même. Notre époque paie maintenant d'une crise profonde sa vénalité hyperchrématistique. Le troc, qui n'est pas un échange marchand, vient bousiller tous ces rapports économiques.

Le système d'échange local (SEL) Le Passe-temps simplifie l'équivalence à l'extrême à l'ombre du mont Saint-Hilaire, en Montérégie. Ici, une heure de travail en vaut une autre, sans égard au service rendu. La coiffeuse échange sur cette base avec le jardinier, la gardienne d'enfants avec le plombier.

«Chaque SEL a sa propre logique, mais nous avons opté pour une équivalence qui simplifie les

échanges», explique Martine Marleau, qui a fondé Le Passe-temps il y a trois ans après avoir assisté à une présentation sur le système d'échange local de Saint-Basile-le-Grand. «L'idée, ce n'est pas seulement de sauver [sic] de l'argent. Les membres apprécient aussi et même surtout l'idée de rendre service, de se constituer un réseau d'entraide et de sortir de ce qu'on pourrait appeler l'aliénation de la logique marchande.»

En français, «salaire» dérive de sel. Les premiers systèmes nord-américains... salés, les *Local Exchange Trading Systems* (LETS), sont apparus en Colombie-Britannique à la faveur de la crise du début des années 1980. Le réseau couvre maintenant la planète. Il y a plus de 450 LETS au Royaume-Uni et environ 300 SEL en France. On en compte une vingtaine au Québec.

Seulement, comme l'argent est diablement pratique, les systèmes de troc les plus raffinés tentent de «monnayer» les échanges. Dans ce cas, les marchandises ou les services sont évalués en monnaie privée qui facilite ensuite les rapports. Au Royaume-Uni, par exemple, à peine 13 % des LETS pratiquent l'équivalence (heure contre heure). Le reste fonctionne selon le cycle M-A-M. L'organisme montréalais Troc-tes-Trucs (troc-tes-trucs.qc.ca), lui, accorde les échanges de biens à l'aide d'un système simplifié de jetons: un vêtement en donne un, un livre trois, etc.

Dans ce cadre parallèle aussi, la monnaie remplit les trois fonctions traditionnelles d'une économie de marché: la circulation, la rémunération et le réservoir de valeur. Seulement, il n'y a pas de profit, pas d'accumulation et finalement aucune exploitation. Le don pur et simple (comme il se pratique sur donnons.org ou freecycle.org) se révèle encore plus radicalement contre la marchandisation.

Internet facilite les échanges de toutes natures. Sur *montreal.kijiji.ca*, il y a plus de 1300 lots (sur 175 000) à échanger. Sur *lespac.com*, parmi les quelque 400 propositions de troc, on trouve une pelle mécanique Caterpillar d'une valeur de 15 000 \$, une terre à bois de la région de Drummondville et un cheval (un *quarter horse*) de 10 ans. Ma picouille contre ta minoune?

### Question de principe

Même monnayé, le troc demeure-t-il fondamentalement anticapitaliste? Euh, à vrai dire, non.

«Le troc n'est pas toujours perçu comme une activité anticapitaliste par ceux-là mêmes qui le pratiquent, dit Margie Mendell, économiste et professeure de l'université Concordia, spécialiste de

l'économie sociale. Ce n'est pas toujours présenté comme une façon de transformer radicalement la société. Dans certaines situations, comme en Argentine il y a quelques années, un cas que j'ai analysé sur place, c'est carrément une mécanique de survie. D'ailleurs, là, le troc est apparu et disparu aussi vite, dès que les gens ont pu reprendre les échanges ordinaires. Ce troc n'évitait pas non plus la corruption.»

Du même coup, la professeure ajoute que la pratique s'inscrit assez souvent dans une large perspective idéologique contestataire, ne serait-ce que contre la logique turboconsummatrice. «Les bases mêmes de cet échange dépendent d'une volonté ferme de vivre autrement, de poser de petits gestes, à petite échelle, dit Mme Mendell. Cette idée prend de l'ampleur avec la prise de conscience des crises qui affectent notre société, la crise d'une économie fondée sur la surconsommation, la crise environnementale.»

Troc-tes-Trucs attire deux genres de clients. D'un côté, des gens moins fortunés qui cherchent à économiser, ne serait-ce que pour se payer ensuite un peu de luxe, un cinéma ou un abonnement au câble, par exemple. De l'autre, des personnes «très conscientisées» qui troquent précisément pour ne pas acheter davantage. «C'est mon cas, explique Maude Léonard, cofondatrice de l'organisme avec Véronique Castonguay. Beaucoup de mes vêtements proviennent du troc maintenant.»

Ce club d'échange est né d'un concours d'idées lancé en 2005 par l'Institut du Nouveau Monde et la défunte émission de Radio-Canada *Indicatif présent*. «Chaque fois, avant l'échange comme tel, nous organisons des ateliers de formation sur divers sujets, la consommation responsable, par exemple, ou l'influence de la publicité dans nos vies, explique encore Mme Léonard. C'est un projet citoyen. Nous avons mis en place une façon de conscientiser les participants à nos activités de troc.»

Docteurante en psychologie communautaire, elle souhaite maintenant étendre sa bonne idée au réseau scolaire secondaire de Montréal: ton jeu vidéo contre mes patins; mon livre d'Anne Robillard contre ton Monopoly, etc. Troc-tes-Trucs a reçu une petite subvention gouvernementale pour mettre en place les bases du système dès septembre prochain. «Nous souhaitons travailler dans le même esprit, explique Mme Léonard. Nous allons lier l'échange de trucs à des activités de formation sur l'environnement ou le commerce équitable par exemple.»

Petit troqueur deviendra grand. Et la mer monte pour une pierre qu'on y jette...

*Le Devoir*

## ÉTAT

SUITE DE LA PAGE 1

contexte où les gouvernements du Québec et du Canada ont décidé d'investir massivement dans les infrastructures afin de contrer les effets de la crise économique.

Une telle promiscuité fait sourcilier le commissaire au lobbyisme. Une douzaine de firmes d'ingénierie parmi les plus importantes ont été contactées, mais aucune n'entend s'inscrire au registre des lobbyistes. La question est dans l'air depuis que Montréal est plongée dans une crise. Pourtant, les mêmes comportements semblent chose courante au sein du gouvernement du Québec en général, et au MTQ en particulier.

### Manque de personnel

Entre 1994 et 2002, soit la période de gouverne péquiste, la moyenne annuelle d'investissements du MTQ dans les différents chantiers (routes, viaducs, par exemple) s'établissait à 700 millions. Pour la seule année 2009-2010, les investissements font un bond majeur pour atteindre 3,3 milliards. La participation privée dans la sélection des entrepreneurs qui exécuteront ces travaux suit une courbe similaire.

«On a 1700 chantiers de prévus. Il y a une explosion des travaux au Québec. Mais on n'a pas tout le personnel pour y répondre», a expliqué Renée Delisle, chef du service de la gestion contractuelle au MTQ.

Cela ne doit pas remettre en question l'intégrité du processus d'octroi de contrats en vigueur au MTQ, a ajouté Mme Delisle. Les exigences demeurent les mêmes et le MTQ garde entre ses mains «l'aspect administratif de la rédaction des appels d'offres».

Reste que la frontière entre public et privé s'est atténuée au fil des ans, diminuant ainsi l'accès du gouvernement à l'expertise indépendante que lui procuraient ses fonctionnaires. Dans les faits, le nombre d'ingénieurs est à la hausse (de 387, ils sont maintenant 523), mais cela ne permet pas d'absorber le flot de projets. Le MTQ est ainsi obligé de déléguer des pans importants de ses activités, en particulier celles conduisant à la sélection des entrepreneurs. «Le MTQ concentre ses ingénieurs sur des fonctions clés comme la gestion de projets plutôt que sur les appels d'offres», a précisé Réal Grégoire.

Par ailleurs, les règles d'attribution ont été modifiées quelques semaines avant le déclenchement des élections, l'automne dernier. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2008, le seuil obligeant le MTQ à lancer un appel d'offres public est passé de 25 000 à 100 000 \$. Tous les contrats de moins de 100 000 \$ pourront être accordés de gré à gré ou selon la formule d'appel d'offres sur invitation.

### Soigner ses relations

L'omniprésence des firmes d'ingénierie se fait sentir au MTQ, mais aussi à la Ville de Montréal. Le processus d'octroi de contrats y est devenu une opération de plus en plus menée par le privé, ce qui soulève des critiques.

Mais il y a autre chose. Tant à Montréal qu'au MTQ, les firmes d'ingénierie soignent leurs relations politiques. Depuis des décennies, cette promiscuité semble même le modèle de développement des affaires. Jusqu'à tout récemment, le président du Parti libéral du Québec et candidat à l'élection partielle dans Rivière-du-Loup, Jean D'Amour, faisait du développement des affaires pour la firme BPR dans sa région. C'est cette même firme qui pilote le controversé dossier des compteurs d'eau et qui a recruté le haut fonctionnaire responsable du dossier de l'eau à Montréal.

Chez Dessau, le p.-d. g. Jean-Pierre Sauriol est un habitué des officines politiques. Sa firme est partenaire du magnat de la construction Tony Accurso, avec qui il a obtenu le contrat des compteurs d'eau. C'est Dessau qui a embauché l'expresident du comité exécutif de Montréal, Frank Zampino, lequel a toutefois remis sa démission devant la tourmente provoquée par son séjour sur le yacht de luxe de Tony Accurso.

Dessau profite également des compétences de Benoit Savard, qui a été l'organisateur en chef du PLQ jusqu'en 2007. M. Savard est responsable du développement des affaires sur le plan national au sein de l'équipe de direction chez Dessau.

On ne trouve pas que des libéraux aux côtés de M. Sauriol. Le vice-président au développement des affaires, Denis Guindon, est un proche de l'ancien premier ministre Bernard Landry, dont il a présidé la campagne de financement lors de la course à la chefferie. Au «conseil consultatif» du C.A. de Dessau, on trouve aussi l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, aujourd'hui associé dans le cabinet d'avocats Davies Ward Phillips Vineberg.

Du côté du Groupe SM, son p.-d. g. Bernard Poulin est un libéral de longue date. En 1970, il travaillait auprès de Lawrence Cannon, alors ministre dans le premier gouvernement de Robert Bourassa. Dans les rangs libéraux consultés par *Le Devoir*, M. Poulin est connu pour être un «important collecteur de fonds». Joint au téléphone, il s'est défendu de faire du financement électoral.

Il y a quelques années, Tecslut a été au cœur d'une affaire de financement illégal des partis politiques. La firme avait contourné les règles pour garnir les coffres du PLQ et du PQ. C'est le ministère du Revenu qui a découvert le pot aux roses. Devant la Cour d'appel, un dirigeant de Tecslut avait reconnu que c'était une façon de maintenir la «réputation» de la firme auprès des donateurs d'ouvrage. La même firme avait été condamnée pour du financement illégal au parti Vision Montréal de l'ex-maire Pierre Bourque.

*Le Devoir*

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jovite de Mirabel, Québec, division de Quebecor Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Bechard, Québec qui est la propriété de Corporation Son Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0688. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.